



Naturoppa

COUNCIL OF
CONSEIL DE L' Europe





Naturopa

N° 72-1993

Editorial	V. Bossevski	3
Quel avenir pour nos montagnes?	W. Bätzing	4
Gérer cet environnement vulnérable	P. Messerli	6
Le Rhodope. Bijou bulgare	J. Danchev	8
Perspectives montagnardes. Leçons historiques	E. Lichtenberger	9
Démarche écologique	P. Stoll	11
Nature vivante	P. Ozenda	12
La convention des Alpes	U. Tödter	14
En Italie	F. Bartaletti	15
Un bienfait déguisé?	A. Gosar	20
Teberda	A.M. Amirkhanov, N. N. Polivanova	22
Délices à haut niveau	H. Haid	23
Utilisation rationnelle des ressources naturelles	F. Sieren, P. F. Sieben	24
Alpinisme: protéger d'abord	J. Klenner	26
L'Oural	Y. Badenkov	27
La Vanoise	M.-O. Guth	29
Au Conseil de l'Europe		30

Naturopa est publié en anglais, en français, en allemand, en italien, en espagnol et en portugais par le Centre Naturopa du Conseil de l'Europe, F-67075 Strasbourg Cedex.

Editeur responsable :
Ing. Hayo H. Hoekstra

Conception et rédaction:
Christian Meyer

Conseiller spécial de ce numéro:
Werner Bätzing
Institut de géographie
Université de Berne
CH-3012 Berne

Imprimeur :
Artegrafica Silva s.r.l.
Parme - Italie

Les textes peuvent être reproduits librement, à condition que toutes les références soient mentionnées. Le Centre serait heureux de recevoir un exemplaire témoin, le cas échéant. Tous droits de reproduction des photographies sont expressément réservés.

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil de l'Europe.

Couverture: P. Poulet/Pluriel

Pages 16-17 :
aigle royal/J. P. Varin/Jacana;
deltaplane/S. Cordier, chamois/S. Meyers;
grand-duc/S. Meyers;
alpiniste/Klein-Hubert/Bios;
tichodrome/E. Hütemoser;
marmottes/S. Meyers;
paysage/Geiersperger/Pluriel;
promeneurs/G. Baumgart.

Tourisme et environnement

C'est à Sofia, la capitale bulgare, que les 5 et 6 octobre de cette année se tiendra le troisième Colloque "Tourisme et environnement".

Le Centre Naturopa poursuit ainsi sa série de rencontres d'information dans un domaine qui touche de plus en plus l'environnement naturel : le tourisme. C'est d'ailleurs aussi sur le plan technique intergouvernemental que le Comité directeur pour la protection et la gestion de l'environnement et du milieu naturel (CDPE) commence cette année des études sur ce thème.

Le thème du colloque de Sofia traite du tourisme en montagne, un environnement particulier, très divers, attractif et ultime refuge pour grand nombre de représentants de la flore et de la faune. C'est aussi un monde menacé, par les forces de la nature elle-même, et, évidemment par l'homme. L'harmonie homme-nature a, dans ces hauts lieux aussi, été rompue.

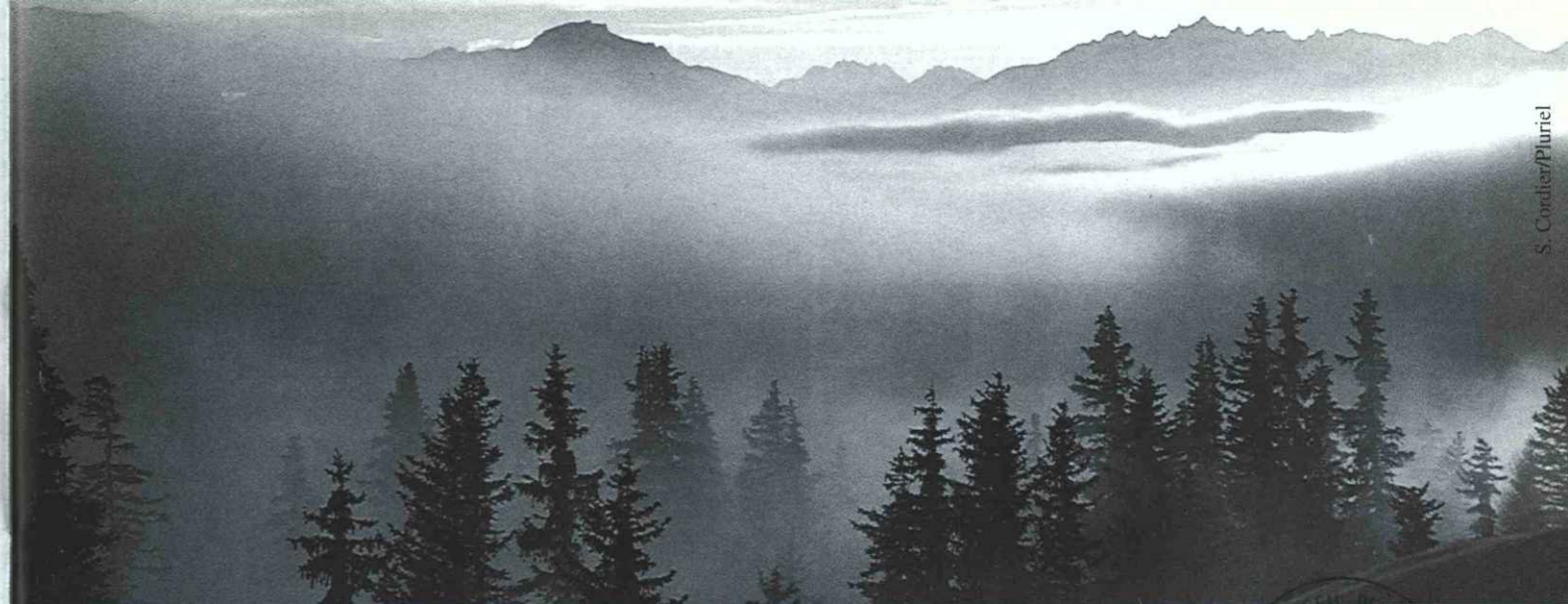
D'une part l'homme quitte la montagne pour une vie moins dure ailleurs, tout en cherchant d'autre part, dans les mêmes endroits, sur les mêmes lieux, la distraction, les sports et les loisirs.

C'est dans l'optique de contribuer à la sauvegarde de ce monde à la nature si riche et attrayante en plaçant pour un développement durable, une utilisation rationnelle de ces ressources naturelles, que le Centre Naturopa tient des colloques et consacre ce numéro de Naturopa aux montagnes d'Europe.

Le quatrième Colloque aura lieu en 1994 en Pologne, sur le thème des forêts.

Le prochain numéro de Naturopa traitera de la biodiversité et plus spécialement de la conservation des espèces sauvages progénitrices de plantes cultivées, thème que développe le Conseil de l'Europe. ■

H.H.H.



Editorial

Les Balkans représentent un vaste univers montagneux dont la nature est très proche de celle des Alpes, des Apennins et des Carpates, mais qui a aussi ses traits particuliers. La proximité de l'Asie a enrichi sa faune et sa flore, mais le caractère exceptionnel de la nature est déterminé par ces espèces et populations qui sont typiques uniquement des Balkans. Or les espèces endémiques ici sont plus nombreuses que dans toute autre région de l'Europe.

La Stara planina ou le vrai Balkan, qui a donné son nom à toute la péninsule, et le très ancien massif du Rila et des Rhodopes se trouvent entièrement dans les confins de la Bulgarie. Ces deux montagnes abritent des milliers d'espèces animales et végétales. L'action de l'homme sur la nature y date de la période préhistorique et l'on y retrouve, aujourd'hui encore, de nombreux témoignages de processus destructifs depuis l'Antiquité. Dans les terres bulgares la nature a été laissée à elle-même. Aussi le caractère naturel des écosystèmes s'est-il conservé jusqu'à nos jours sur une grande partie du territoire montagneux. Cependant, quelle que soit la force de cet univers montagneux, il demeure fort vulnérable aux activités humaines. Et s'il n'est pas protégé, il s'inscrit dans l'histoire des grandes catastrophes causées par l'homme. Que perdrait l'Europe si nous permettions que des routes, remonte-pente et pistes skiabiles sillonnent les versants des montagnes; si des constructions surgissaient au pied des sommets; si les forêts primaires étaient remplacées par des cultures; si les ours et les loups étaient chassés?

Etant donné leur altitude considérable, on peut découvrir dans les montagnes bulgares des analogues de divers biotopes caractéristiques de différentes latitudes, de la Méditerranée jusqu'au cercle polaire arctique. Au pied du Pirine on retrouve par exemple des oasis de végétation sclérophylle méditerranéenne, au-dessus desquelles viennent les forêts feuillues de type balkanique et d'Europe centrale, suivies des forêts de

conifères, un mélange extraordinaire d'espèces caractéristiques de la taïga, comme l'épicéa et d'espèces endémiques des Balkans comme le pin peuce (Pinus peuce). Au-dessus des forêts poussent des buissons de résineux et les genévriers sibériens avec, sur les sommets et les faîtes, des prairies alpines rocaillieuses parsemées de petits glaciers.

La protection des montagnes en Bulgarie date du siècle passé. La première réserve n'a cependant été proclamée qu'il y a 60 ans. Une année plus tard, en 1934, a été créé le parc national des Balkans (le parc Vitocha), et la loi sur la protection de la nature a vu le



jour en 1936. Malgré un tel début, jusqu'en 1977, les territoires protégés ne représentaient qu'un pour cent du territoire national. Avec la création d'un comité pour la protection de l'environnement -remplacé par la suite par l'actuel ministère de l'Environnement- le réseau des réserves naturelles a connu une expansion rapide. Il couvre actuellement 3,5% du territoire du

pays. Les parcs nationaux Balkan central (73 000 ha) et Rila (108 000 ha), les deux plus grands territoires protégés du pays ont été créés en 1991 et 1992. Dans ces deux parcs, comme dans le parc national Pirine, les variations d'altitude atteignent 2000 m. On y rencontre de 1700 à 1850 espèces de végétaux supérieurs et de 170 à 200 espèces de vertébrés. Sur les 50 territoires protégés en Bulgarie inscrits sur la liste des parcs nationaux de l'Organisation des Nations Unies, 40 se trouvent en montagne.

En 1995, l'Europe célébrera l'Année européenne de la conservation de la nature. Dans le même temps la Bulgarie accueillera la réunion des ministres de l'Environnement du Conseil de l'Europe. Ce forum prestigieux m'oblige à assumer l'engagement d'obtenir des résultats importants en matière de sauvegarde de la nature sauvage, malgré divers obstacles. L'adoption d'une loi sur les territoires protégés, la préparation d'une loi sur la protection de la diversité biologique, la mise en place d'un service national pour la protection de la nature et la gestion moderne appropriée des réserves et parcs nationaux, le développement de la stratégie nationale de protection des ressources biologiques, la sauvegarde des espèces menacées et la réintroduction d'espèces disparues ne sont qu'une partie seulement des objectifs que nous nous sommes fixés. Il faut réunir nos efforts pour créer un grand parc dans la partie occidentale des Rhodopes qui serait un merveilleux cadeau pour la nation et pour l'Europe unie en l'année où l'on célébrera sa nature. Je sais que les relations entre les écologistes bulgares et le Centre Naturopa datent des années 60. Les messages parvenaient en Bulgarie grâce à la magnifique revue Naturopa. Je crois que sa mission d'intermédiaire se poursuivra et contribuera à ce que la nature en Bulgarie devienne chère à tous les Européens. ■

Valentin Bossevski
Ministre de l'Environnement de Bulgarie



C. Grundsten (3)



▲ En Laponie suédoise
◀ Parc national de Triglav (Slovénie)
▼ Puerto de Beseits (Espagne)



Quel avenir pour nos montagnes?

Werner Bätzing

Dans les régions favorisées et densément peuplées, dans les grandes agglomérations d'Europe, l'environnement a été gravement endommagé aux 19 et 20^e siècles. Depuis une trentaine d'années, les montagnes ont pris une importance nouvelle en Europe. Les paysages restés intacts servent de lieux de loisirs aux habitants des villes, mais servent aussi de zones écologiques de compensation pour les centres urbains appauvris. Sans les régions de montagne, bien des agglomérations d'Europe ne seraient plus viables aujourd'hui. Les bouleversements en Europe de l'Est et la levée du "rideau de fer" mettent désormais les grandes montagnes des Balkans à la portée des villes d'Europe centrale et occidentale et le désir d'exploiter touristiquement et de désenclaver ces régions après la guerre civile se fait entendre. Les protecteurs de l'environnement, au contraire, demandent une stricte protection de l'environnement afin d'éviter ici les destructions écologiques dont les Alpes ou les Pyrénées ont été victimes.

Approche locale

Ces deux points de vue opposés partent cependant de la même perspective, à savoir une "optique urbaine" qui observe les monta-

gnes de l'extérieur et n'accorde guère d'importance aux intérêts et à l'économie locale. Après la "colonisation touristique" des montagnes qui dure depuis plusieurs dizaines d'années, le danger est grand d'une "colonisation écologique" des montagnes où les centres européens et les gouvernements ordonneraient la protection des montagnes sans demander son avis à la population intéressée.

Une telle politique de l'environnement serait vouée à l'échec, car la protection de l'environnement ne pourrait pas s'appliquer contre les intérêts des locaux.

Or, d'importants arguments écologiques appellent la participation de la population intéressée pour la protection de l'environnement. Il faut cependant renoncer à une "vision urbaine" et s'attacher concrètement à chacun des espaces de montagne. Contrairement à ce que pensent souvent les protecteurs de la nature dans les villes, l'homme ne détruit pas *toujours* la nature dans ses activités économiques, au point que la nature se porte d'autant mieux qu'on la laisse tranquille.

Les montagnes d'Europe nous montrent que l'homme ne peut vivre ou survivre qu'en

pliant la nature à ses besoins, c'est-à-dire en transformant la végétation et la forêts en champs, en prairies et en pâtures. Ce bouleversement des écosystèmes dans l'histoire de l'Europe a entraîné de profondes destructions de l'environnement, mais les établissements locaux de paysans ont souvent pratiqué une exploitation "durable" de la nature en traitant avec soin les bases de la vie et de la survie. C'est ainsi qu'ont apparu des paysages de cultures sur de petits espaces dont la diversité est souvent plus grande que les paysages naturels comparables (cf l'article de P. Messerli).

Multiple dangers

Comme les montagnes d'Europe, à l'exception de celles du nord de la Scandinavie, ont été plus ou moins fortement remaniées par les exploitations agricoles et pastorales et que souvent seules les régions rocailleuses et glaciaires hostiles à la végétation qui sont restées dans l'état de nature (cf l'article de E. Lichtenberger), les paysages et les sociétés végétales les plus dignes de protection sont presque toujours des paysages cultivés dont la subsistance est due à une exploitation durable (cf l'article de P. Ozenda). Si dans l'esprit de la protection classique de la nature on

mettait fin à toutes les exploitations humaines de ces espaces, la diversité caractéristique de la végétation et des paysages disparaîtrait à bref délai.

A côté de la destruction des paysages cultivés par l'abandon, il existe un danger bien plus grand, c'est leur destruction par la modernisation et l'intensification de l'agriculture de montagne, par le tourisme de masse, le désagrégement des établissements humains, la pression exercée par les transports, bref tout le développement moderne où aucune exploitation "durable" n'est plus possible dans l'optique d'intérêts économiques à court terme. Or, ce n'est pas seulement la diversité écologique qui disparaît. Il s'y ajoute que la vie et l'économie des locaux est de plus en plus dominée et conduite par les centres européens.

Conjuguer les efforts

Dans ces conditions, une "grande coalition" entre la protection de l'environnement et l'agriculture, d'une part, et une économie locale et régionale, d'autre part, devient logique et nécessaire. Pour protéger l'environnement, il importe que l'économie traditionnelle durable se poursuive parce que c'est le seul moyen de maintenir les paysages cultivés d'autrefois. L'agriculture de montagne, mais aussi l'économie locale et régionale ont tout à gagner à une exploitation durable, car dans l'hypothèse inverse les problèmes écologiques des montagnes deviennent tels que les bases de la vie humaine se trouvent menacées.

La protection de l'environnement et l'économie locale peuvent dans les montagnes d'Europe se conjuguer pour constituer une économie durable en s'opposant aux besoins d'exploitation massifs et destructeurs des centres européens, à condition qu'une conscience culturelle (cf l'article de H. Haid) et l'indépendance politique des régions de montagne s'affirment.

La principale tâche de cette protection de l'environnement ne consiste pas à délimiter des parcs nationaux et autres réserves, mais à permettre toutes les utilisations des sols visant à une économie durable. La conséquence pour l'agriculture est qu'il faut empêcher à la fois les abandons inutiles et les cultures intensives et qu'une exploitation durable est étroitement liée à la production de produits naturels et de grande valeur. Pour le tourisme, qui est souvent un pilier indispensable dans la montagne, il doit en résulter une transformation respectant l'environnement, ce qui comporte de grands efforts (cf l'article de A. Gosar). Le transport aussi exige de grandes mutations parce que la masse actuelle des flux de transport et de leurs moyens d'acheminement est désastreuse pour l'environnement.

C'est ensuite seulement qu'il faudra protéger l'environnement en délimitant et entretenant des zones protégées qui ne devront couvrir que de faibles surfaces de la montagne. Le principal défi consiste par conséquent à constituer un réseau de zones protégées représentatives et non pas aléatoires dans les montagnes. En troisième lieu seulement, il faudrait réintroduire des espè-

ces animales dégénérées ou éteintes, car cette opération court souvent le risque de servir d'alibi à l'indigence de l'esprit d'écologie en économie.

Etant donnée la diversité du développement dans les montagnes d'Europe, il ne peut pas y avoir de conception générale de la protection de l'environnement. Chaque montagne et chaque région de montagne appelle une conception qui convienne à ses problèmes propres, et ce en étroite collaboration avec tous les intéressés.

Cette "nouvelle" protection de l'environnement au sens d'une économie durable de l'utilisation des sols s'est imposée dans les années 80 pour l'espace alpin (par exemple Cibra 1987: "La grande coalition entre l'agriculture de montagne et la protection de la nature et de la région") et s'est étendue à d'autres montagnes (par exemple Euromontana 1989: "Déclaration de Cestona"). Avec la Convention des Alpes les ministres de l'Environnement des sept Etats alpins s'appliquent à mettre ce concept en œuvre dans le quotidien alpin.

La Conférence mondiale de Rio de Janeiro a adhéré à cette idée fondamentale.

Dr. W. Bätzing
Institut de géographie
Université de Berne
Hallerstrasse 12
CH-3012 Berne

Rio et la montagne

C'est discrètement que, dans le cadre de la Conférence de Rio de Janeiro en 1992 s'inscrivant dans le "Programme 21" un chapitre sur "Le développement durable de la montagne" a été adopté et inscrit parmi les onze "actions prioritaires" de ce programme. Ces thèmes n'ont pas donné lieu à des divergences fondamentales entre les pays industriels et les pays en développement parce que partout dans le monde le danger de la surexploitation des zones de montagne existe. Voilà pourquoi la presse en a peu parlé. Comme ce texte contient d'importantes considérations et propositions, il est bon de le présenter brièvement.

Du fait que 10 % de la population mondiale habite dans des régions de montagne et que 40 % de plus habitent dans les environs des montagnes et dépendent des eaux qui s'en échappent, c'est à peu près la moitié de la population mondiale

qui dépend des montagnes et par conséquent de ses modifications écologiques. Comme les systèmes écologiques montagneux réagissent de façon rapide et sensible à toutes les modifications d'exploitation et de climat, leur évolution durable a un rôle important à l'échelle mondiale.

Sous l'effet de l'industrialisation, de la colonisation et de la formation d'un marché mondial, les zones de montagnes se sont dévaluées partout dans le monde aux 19 et 20^e siècles sur le plan économique et politique et leur exploitation est de plus en plus marquée par des forces extérieures. Cette évolution entraîne un grave appauvrissement des populations montagnardes qui doivent surexploiter leurs ressources, employer des types d'exploitation qui ne respectent pas l'écologie et dont les locaux ne profitent généralement que fort peu. Dans ces conditions, la connaissance séculaire paysanne d'une utilisation durable de la nature se perd, au point qu'aujourd'hui dans la plupart des régions de montagne on assiste à une dégradation écologique croissante.

Pour prendre le contre-pied de cette évolution catastrophique, dont les effets sont multipliés par le réchauffement mondial des climats, il est indispensable de réformer l'exploitation des montagnes. Pour le moment, cependant, la connaissance des processus intéressant les écosystèmes montagneux est insuffisante. L'expérience traditionnelle des paysans est peu à peu oubliée et l'étude de l'écosystème comporte encore de graves lacunes.

Voilà pourquoi il faut d'urgence des programmes qui associent l'expérience traditionnelle et la recherche scientifique pour trouver les moyens de rendre durables les exploitations d'aujourd'hui. Il faut donc des modifications politiques adéquates et un cadre "durable" pour le développement des montagnes.

W. B.

Gérer cet environnement vulnérable

Paul Messerli

Dans une Europe sans frontière, les régions de montagne constituent des obstacles à la libre circulation des biens et des personnes et à la mobilité individuelle. Dans l'espace économique européen, la barrière montagneuse Ouest-Est de l'Atlantique (Pyrénées) à la mer Noire (massifs balkaniques) marque une séparation qui gêne l'intégration des deux espaces économiques et aggrave le décalage entre les niveaux de développement du Nord et du Sud. C'est pourquoi les régions de montagne et principalement les Alpes ont une si grande importance pour le développement de systèmes européens de transports et de communications.

Mais c'est aussi parce qu'elles remplissent des fonctions complémentaires (détente, protection de la nature, réservoir de ressources) au bénéfice des centres économiques et des espaces où l'environnement est soumis à de fortes pressions, que ces hautes montagnes présentent un intérêt à l'échelle du continent. Cet aspect n'a cessé de prendre de l'importance à mesure que sous l'effet de l'allongement des loisirs, ces zones complémentaires étaient de plus en plus massivement "colonisées" par les populations urbaines de l'Europe.

La situation particulière des régions de montagne dans le développement de l'Europe européenne d'après-guerre apparaît dans le fait que la société des loisirs née dans les centres industriels urbains est devenue indispensable à la création de nouvelles bases pour la vie économique de nombre de ces régions.

La marginalisation économique et culturelle des régions de montagne s'est amorcée dès l'époque de la formation des Etats-nations modernes qui le plus souvent en a fait des régions frontalières ou éloignées des centres économiques. L'industrialisation a sonné le glas des modes de production basés sur la petite propriété agricoles et l'artisanat, et le dépeuplement des montagnes a commencé. Il a fallu attendre les années cinquante pour que se dessine un renversement de tendance. La société urbaine s'est emparée de certaines parties de ces régions pour les loisirs et le repos; le tourisme d'hiver a été le moteur de cette "migration" saisonnière massive. Les régions actives servant au transit, aux loisirs et à la détente ainsi qu'à la protection de la nature, se sont de plus en plus étroitement intégrées à l'évolution européenne et à la spécialisation des fonctions qui la caractérise. Les espaces plus passifs et faiblement structurés ont au contraire continué à se dépeupler ou n'abritent plus que des résidences secondaires. Cette évolution, imposée de l'extérieur, ne laisse aux pouvoirs locaux et régionaux qu'une marge de manoeuvre très limitée.

Barrières physiques

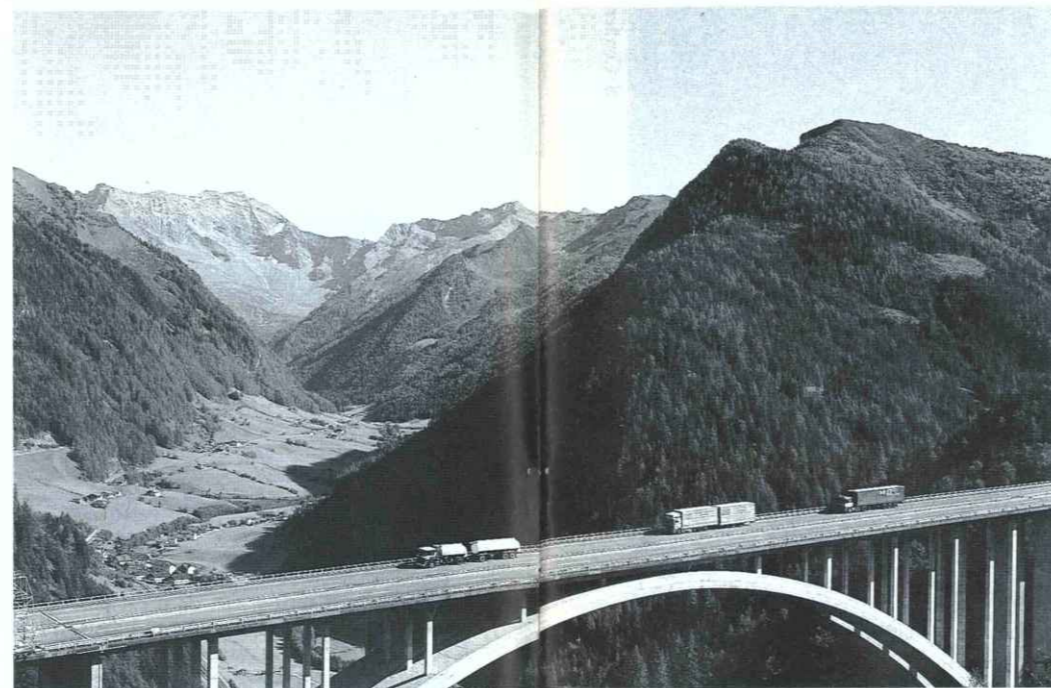
L'évolution de l'environnement depuis une dizaine d'années, particulièrement dans le cas de la chaîne qui est au coeur de l'Europe - les Alpes - a montré deux choses:

- la technique ne permet pas de maîtriser totalement les manifestations de la dynamique naturelle telles que crues, coulées de boue, glissements de terrain, érosion et avalanches. Ces phénomènes naturels imposent aux zones d'habitation, aux infrastructures et aux projets touristiques des limitations qu'il est indispensable de respecter, et interdisent un recul incontrôlé de l'agriculture et de la sylviculture.

- Il est apparu par ailleurs que des ressources aussi importantes que la neige en hiver, dont dépendent les deux tiers du chiffre d'affaires touristique, ne sont pas des constantes, mais bien des variables. De même, l'accélération du dépérissement des forêts depuis les années 80 a montré la fragilité de l'espace alpin, à la fois comme lieu de vie et de détente et comme espace économiques et le recours à des moyens techniques pour assurer les fonctions de protection qui dont celles des forêts entraînerait des coûts à peine supportables pour nos économies.

Les zones de montagne, surtout à cause de leur topographie, de la dynamique liée au relief, sont beaucoup plus sensibles sur le plan écologique que les zones de plaines et de collines. Entraînés par l'eau, la neige et la glace, les matériaux issus des processus météorologiques dévalent constamment les pentes sous l'effet de la pesanteur. Etant donné que le cycle de la vie se raccourcit à mesure que l'altitude augmente, la stabilisation des couches superficielles par la végétation diminue ainsi que l'épaisseur des couches et la formation des sols. Il en résulte en général un temps plus lent de régénération lorsque la couverture végétale et les sols sont emportés ou détruits. Autrement dit, les utilisations inadaptées déclenchent des processus dangereux avec des effets immédiats et directs sur les possibilités d'exploitation.

L'agriculture et la sylviculture jouent donc un rôle essentiels dans la régulation des équilibres naturels en montagne. C'est ce que confirment les études faites dans les années 80 au titre du programme international MAB ("L'homme et la biosphère", programme interdisciplinaire à long terme de l'Unesco), dans les pays alpins: France, Autriche, Suisse et Allemagne). Pour l'agriculture et la sylviculture, cette régulation consiste principalement à maintenir aussi solidement que possible le tapis végétal et le sol, à combattre tout début d'érosion exerçant ainsi une influence positive sur le régime des eaux. Une gestion



Geiersperger/Pluniel

"Les Alpes ont une si grande importance pour le développement de systèmes européens de transport et de communications." Le supporteront-elles?

respectueuse de la nature permet de maintenir la vitalité et la stabilité des zones boisées.

La dynamique de l'environnement en haute montagne est fortement marquée par l'évolution climatique. Telles des antennes sensibles les montagnes s'élèvent jusqu'à la zone de circulation atmosphérique, laquelle se modifie sous l'effet du réchauffement de la terre (effet de serre) et provoque des modifications des températures et des précipitations régionales difficilement prévisibles. L'évaluation des effets sur le permafrost (de grandes masses alluviales aujourd'hui prises par le gel risquent de se mettre en mouvement), sur la végétation et sur le régime des eaux des écosystèmes de montagne fait actuellement l'objet de recherches, mais les incertitudes restent grandes.

Disons sans vouloir accorder une importance excessive à l'histoire récente de l'environnement, que les phénomènes décrits plus haut montrent que ces modifications climatiques, surtout dans les zones de montagne, peuvent entraîner des écarts considérables par rapport aux conditions climatiques normales (orages, violentes précipitations) qui ont pour effet d'intensifier la dynamique naturelle (coulées de boue, crues, etc).

Face à ces contraintes présentes et futures liées à l'exploitation des régions de montagne, la seule solution raisonnable que l'on puisse adopter actuellement est sans aucun doute une gestion de l'environnement adaptée aux conditions naturelles très variables localement.

Orientations futures

Quelle démarche adopter pour cette gestion des ressources et de l'environnement en s'appuyant sur quelle structure? Il convient pour répondre, de faire appel aux recherches évoquées plus haut (l'homme et la biosphère dans l'espace alpin) portant sur l'impact de l'intervention humaine sur les écosystèmes de montagne. Les paysages traditionnels comme ceux créés par les cultures en terrasse

développées empiriquement au fil des générations, aux différentes altitudes, restent une référence dont une gestion moderne des ressources et de l'environnement doit s'inspirer. On peut parler de "réalisations culturelles" à propos de ces paysages du travail agricole, parce qu'ils correspondent à une forme d'aménagement et d'utilisation de la nature que l'on peut qualifier de "durable". Les études scientifiques modernes ont montré que ces paysages cultivés sont écologiquement stables, durablement productifs, naturellement variés et beaux. Les modes d'exploitation modernes s'appuient sur ces quatre grandes qualités des paysages de montagne. Aucune exploitation touristique ne serait possible sans une écologie stable et sans l'attrait des paysages. La flore et la faune n'auraient pas cette richesse sans exploitation sous des formes localement variables, mais durables dans le temps, des prairies naturelles et des pâturages formés par divers biotopes. Mais tout cela n'est assuré qu'au prix d'un entretien constant des paysages qui exige un travail considérable. Il importe donc de protéger en priorité ces précieux paysages travaillés par l'homme, à la fois base économique indispensable et limites péniblement fixées à l'exploitation de la nature, qui se sont maintenus même dans les conditions climatiques les moins favorables (pendant la petite glaciation des années 1500 à 1850).

La reproduction de ces paysages exige une somme d'expériences qui avec ses variantes locales est héritée et transmise en même temps que les pratiques culturelles. Or, ce précieux savoir se perd lorsque les paysans quittent la terre et que cesse l'exploitation. Il a fallu l'effondrement des structures agricoles et des paysages correspondants dans certaines régions structurellement faibles des Alpes, des Pyrénées, des Appenins, etc. pour que nous comprenions que le paysage façonné par l'homme, jadis effet secondaire du travail paysan, en était devenu le produit principal du fait de son utilisation moderne pour les loisirs et que ce bien public désormais rare ne cesse de prendre de la valeur. L'exploitation moderne des ressources et de l'environnement pratiquée de manière souple et à petite

échelle à cause de l'évolution incertaine du climat et de l'environnement, s'inspirera avec profit de cette formule qui a fait ses preuves, et pourra s'appuyer sur les structures agricoles et sylvicoles encore existantes et que, selon des recherches les plus récentes, pourraient constituer la forme de protection de la nature et du paysage la plus avantageuse économiquement. Voilà pourquoi la poursuite du déclin de l'agriculture de montagne et de la sylviculture ne serait ni économiquement, ni écologiquement justifiable.

Contradictions et conflits

Les contradictions et les conflits inséparables d'un développement dirigé de l'extérieur sont particulièrement frappants dans les régions de montagne d'Europe en ce sens que les structures économiques et l'habitat traditionnels ne sont pas compatibles avec les monostructures touristiques et industrielles modernes. Or, l'efficacité de la gestion de l'environnement dépend précisément de la survie de ces petites structures décentralisées. L'économie d'aujourd'hui tire profit des réalisations de l'agriculture de montagne qu'il s'agisse de la beauté de ses paysages et de la disponibilité de l'espace ou du réservoir de main-d'oeuvre saisonnière qu'elle offre. Cependant, le coût de la décentralisation de l'habitat et de l'exploitation doit de plus en plus être pris en charge par les pouvoirs publics. Ce qui signifie en fait que l'économie touristique vit du capital sans verser d'intérêts, ou en d'autres termes que le tourisme ne se soucie pas de la pérennité de ses propres bases écologiques, des paysages qui conditionnent son existence même et ne peut donc faire figure d'activité "durable".

Ces problèmes de fond s'aggravent dans la mesure où l'intégration européenne encourage la concentration des services dans des espaces propices au tourisme à base écologique et proches des grands axes de communication, et où les politiques agricoles et régionales ne sont pas à même de maintenir et de développer une production paysanne de qualité dans des structures adaptées écologiquement. Mais cela met précisément en péril le potentiel de développement et les avantages de situation propres à permettre aux régions de montagne de trouver leur place dans la "division" du travail au niveau européen, ou propres à donner à ces régions une chance d'offrir un cadre de vie et d'activité à une "nouvelle population rurale".

Privilégier les besoins locaux

Pour ces raisons, étant donné l'évolution incertaine des climats et de l'environnement, une réévaluation radicale des fonctions et de l'importance des régions montagneuses européennes s'impose. Il faudra pour cet exercice partir du principe que les attentes de la population s'agissant de son lieu de vie, de son espace économiques ont le pas sur celles de la population urbaine, des vacanciers, parce qu'une solide implantation humaine est indispensable au maintien de l'infrastructure

que constituent les paysages et à la qualité de tourisme.

Cette double demande de l'intérieur et de l'extérieur, suppose un mode d'exploitation de l'environnement et des ressources souple et différencié s'appuyant sur l'expérience locale de l'environnement, car les paysages de montagne façonnés de longue date par l'homme ne peuvent revenir du jour au lendemain à l'état de nature. Voilà pourquoi le pays ne doit pas quitter la terre et doit dans tout projet de mise en valeur être le pivot du développement social et culturel.

Quelle stratégie permettra aux régions de montagne de participer au développement européen? Comme la survie économique est impossible sans participation aux marchés européens, une double stratégie s'impose:

- l'accès au marché doit être assuré par des produits de qualité (biens et services) qui justifient leur prix par le fait qu'il s'agit de spécialités et créent une forte valeur ajoutée sur place.

- L'exploitation du potentiel d'intercommunication sectoriel doit promouvoir la mise en place de structures souples au niveau de la petite entreprise. L'intensité des contacts et des communications que cela suppose est par ailleurs indispensable à la création de milieux régionaux novateurs.

Mais cette double stratégie a besoin d'une base politique propre à renforcer l'auto-détermination et la responsabilité et donc à laisser place à des initiatives et des recherches de solution au niveau local. Toute initiative de cet ordre doit être soutenue d'en haut et de l'extérieur aux plans national et européen. ■

Prof. P. Messerli
Directeur
Institut de géographie
Université de Berne
Hallerstrasse 12
CH-3012 Berne



J. Danchev



S. Cordier

Le Rhodope, bijou bulgare

Jordan Danchev

Le massif du Rhodope est situé pratiquement au centre de la péninsule des Balkans sur la frontière entre la Bulgarie et la Grèce. Des écoles de méditation indiennes le considèrent comme l'une des chaînes de montagnes les plus sacrées du monde. Alors que la question du caractère sacré du Rhodope touche au mysticisme, tous ceux qui ont eu l'occasion de le visiter ont cependant pu apprécier ses douces ondulations qui confèrent au paysage un caractère paisible particulièrement plaisant et créent un habitat pour une multitude d'espèces animales et végétales intéressantes.

Le massif du Rhodope s'étend sur un territoire d'environ 18 000 kilomètres carrés dont 14 737 sont situés en Bulgarie et le reste en Grèce. Le sommet du Perelik culminant à 2191 m, se trouve en Bulgarie, à proximité de la frontière grecque. L'influence climatique de la mer Méditerranéenne, combinée avec le fait que ces montagnes constituent la plus ancienne zone de terre ferme des Balkans, qui a échappé à la glaciation pendant le pléistocène, sont les raisons essentielles de l'existence de ce paradis botanique dans cette partie de l'Europe. Le massif abrite 60% de la flore européenne, avec une forte présence d'espèces endémiques et reliques. Il est le refuge de 211 espèces rares et menacées, mentionnées dans le "Livre rouge" bulgare. Quinze sont des reliques du tertiaire et de la période glaciaire, 42 des endémiques bulgares et 40 des endémiques balkaniques. Quinze des endémiques bulgares ne fleurissent nulle part ailleurs dans le monde.

Joyau naturel et culturel

Le Rhodope est un paradis pour le grand tétras, le vautour fauve, l'ours, le loup, le chamois. C'est aussi un paradis bulgare pour l'épicéa (*Picea excelsa*) et d'autres variétés de conifères.

Le massif du Rhodope recèle la beauté des gorges de Trigradski et de Buinoski, l'Erkyupiya et plusieurs cavernes intéressantes - les gorges du Diable, Snezhanka, la grotte de Yagodinska, Ledinitsata, Ultsata qui abritent une riche faune cavernicole.

Pour préserver ces caractéristiques, les écosystèmes typiques du massif du Rhodope et le capital génétique animal et végétal qu'ils renferment, vingt réserves et plusieurs autres zones protégées, quatre des réserves, Chervena stena, Mantaritsa, Kupena et Dupkata, ont été classées réserves de la biosphère et inscrites sur la liste de l'Unesco.

Si l'ensemble de cette chaîne de montagnes est habitée depuis les temps les plus reculés, c'est surtout en raison des conditions climatiques favorables et de l'abondance des ressources naturelles. C'est aussi la raison pour laquelle, outre la richesse naturelle notable des montagnes, il existe aussi un riche patrimoine culturel. Les archéologues recherchent depuis longtemps le temple du dieu de Thrace, Dionysos, dont la découverte serait l'événement archéologique le plus important sur le territoire des Balkans et de l'Ancien Monde. Le patrimoine ethnographique bien

préservé représente aussi un trésor considérable, tout comme les dialectes et le folklore locaux du Rhodope. En 1977, un refrain du Rhodope a été envoyé dans l'espace avec la navette spatiale américaine Voyager-1 et Voyager-2, en tant que message de la terre à l'univers.

Problèmes universels

Malheureusement, le Rhodope n'échappe pas aux problèmes écologiques du monde entier. La toile d'araignée tissée par les galeries souterraines ne cesse de s'étendre et occupe pratiquement chaque parcelle de montagne qui recèle un gramme de plomb. Depuis 1946 jusqu'à nos jours, le massif du Rhodope a servi de cadre à la construction de la plus grande série de barrages des montagnes bulgares.

Partout dans le Rhodope, on peut voir des sentiers de montagne ayant subi l'érosion et les effets du déboisement dus à la surexploitation commerciale des forêts et à l'abattage illégal. En outre, l'arme à double tranchant que constitue le tourisme a aussi laissé des traces.

Malheureusement, il semblerait que la situation ne soit pas meilleure sur le versant grec du massif.

En même temps, les montagnes du Rhodope sont la seule zone montagneuse bulgare sans parc national pour assurer une protection intégrée de la richesse naturelle et culturelle des montagnes.

Il serait très utile sur le plan écologique de créer une vaste zone de protection dans le massif du Rhodope qui, au moyen de frontières protégées dans la région du plateau de Mursalitsa, du massif du Perelik et des karsts de Trigradski et Yagodinski, permettrait de réunir en un seul parc national transfrontalier les biosphères du Rhodope sur le versant bulgare de la montagne et la région de Belles/Kerini et les sommets de Karadere/Zagredenia/Haidou sur le versant grec.

Les grands tétras, les ours et les loups ne sont pas grecs ou bulgares, ils font tous partie du Rhodope.

J. Danchev
Président de la Société bulgare
pour la conservation du massif du Rhodope
2 rue Gagarin
BG-1113 Sofia

Perspective montagnarde Leçons historiques

Elisabeth Lichtenberger

La haute montagne ne constitue pas encore une catégorie spéciale dans la politique d'aménagement du territoire de la Communauté européenne. Ce n'est pas étonnant vu que les médias s'occupent peu des problèmes qui se posent à sa population. Ces problèmes ne sont guère abordés que par des personnes vivant ordinairement en dehors des montagnes dans les zones fortement peuplées et appliquant leurs propres normes et jugements de valeur. C'est ainsi que les efforts pour maintenir un "paysage anthropisé" en montagne sont moins le résultat de considérations économiques touchant la valeur pécuniaire du paysage pour l'industrie touristique, ce qui sous-entend que les ressources terrestres n'ont de valeur que lorsqu'elles sont rares.

Les formules "château d'eau" et "jardin du toit de l'Europe" et les accords sur la circulation de transit montés en épingle par les médias diffusent dans les esprits une perspective "alpine" qui renvoie à une mise en valeur de la haute montagne par la société urbaine des loisirs. Or, c'est méconnaître la multiplicité des paramètres écologiques et sociaux qui caractérisent les zones de montagne d'Europe et qui supposent, même dans une Europe dite commune, des solutions très différentes pour la remise en valeur des hautes montagnes au profit de la société.

Différences écologiques et socio-historiques

Par comparaison avec les chaînes de montagnes d'Amérique du Nord, nous apprécions la fonction protectrice des plissements Ouest-Est de l'Europe qui préservent le sud du continent des vents froids du Nord.

Le contraste entre le nord et le sud de l'Europe se retrouve dans les hautes montagnes. La distinction entre les hautes montagnes suivant qu'elles appartiennent au climat méditerranéen ou au climat tempéré est capitale pour comprendre le passé et envisager l'avenir. Rappelons que la civilisation citadine des Etrusques est apparue dans les bassins de l'Apennin et que les ville-Etats grecques se sont formées dans les espaces étroits des bassins entre les massifs helléniques. La région méditerranéenne n'a jamais connu le contraste entre les villes et la campagne qui est fondamental dans les hautes montagnes des latitudes moyennes. Les bourgeois possédaient la terre et dans le cadre d'un morcellement complexe, consacré par l'usage, des facteurs de production. La séparation entre la propriété et le droit de disposition du sol, du

bétail, des arbres fruitiers, des eaux et de la main-d'œuvre était la règle. Elle a créé des rapports d'exploitation, de prêt et de fermage qui, très tôt, ont engendré les types d'agriculture que sont la monoculture céréalière intensive, le pâturage lointain toute l'année (transhumance des ovins) et la polyculture sur petites parcelles. Dans les montagnes méditerranéennes, à savoir l'Apennin en Italie, la Sierra Nevada en Espagne, les versants sud des Pyrénées et des Alpes ainsi que les montagnes de Grèce s'est donc créé un système social propre, de type montagnard. La multiplicité des produits, qui a d'abord profité aux marchés locaux (par exemple, châtaignes, huile d'olive, fromage de chèvre, saucisse de porc, laine, vin, légumes, fruits dans les Cévennes) s'est ensuite révélée comme un sérieux handicap pour l'agriculture à la suite de l'internationalisation des marchés. Il en est résulté une décadence progressive provoquée en partie par l'effondrement de la transhumance. Le dépérissement de l'agriculture dans les montagnes méditerranéennes est irréversible. Il touche aussi bien les vieilles cités (acropoles) que les cultures en terrasse

qui exigent beaucoup de main-d'œuvre. Les bonifications de terre et les réformes agraires n'ont profité qu'aux zones de plaine. La société des loisirs, contrairement aux Alpes, n'est pas en vue, ou se limite aux vacances de moyenne montagne à proximité des grandes métropoles.

Une vision purement alpine ne permet pas de comprendre la problématique actuelle dans les monts dinariques. Celle-ci s'explique non seulement par les vastes paysages karstiques uniques en Europe avec leurs dolines, leurs vallées sèches et leurs poljés en forme de bassins, mais aussi par leur système socio-agricole d'un type tout à fait particulier. Aujourd'hui encore le nomadisme des bergers et l'habitat communautaire se maintiennent dans la Zadruga, bien qu'ils aient été réduits par le socialisme d'Etat et par la migration des travailleurs, sans transformations notables dans le sens d'une urbanisation et d'un mode de vie citadin. Dans le domaine de l'exploitation agricole, les montagnes du Sud-Est européen, froides en hiver, occupent une place à part à cause de la culture du maïs introduite au 19e siècle. Associée au labourage à la houe des versants pentus, cette culture a formé la base de nombreuses exploitations de subsistance ou procurant un revenu annexe, même après la guerre.

Alors que dès l'ère historique, la forêt a été détruite dans les montagnes méditerranéennes, elle s'est maintenue dans le sud-est de l'Europe grâce aux pluies d'été. Néanmoins, il manque à ces zones de montagne la séparation

La transhumance est une constante en montagne, et un plaisir pour l'œil.



S. Cordier

nette entre forêt, prairie et champ qui caractérise l'aire linguistique allemande, c'est-à-dire une grande partie des Alpes. Le pâturage en forêt, l'exploitation des taillis, l'émondage des feuillus pour le fourrage, l'absence d'exploitation forestière réglementée sont quelques-uns des éléments traditionnels et caractéristiques du paysage anthropisé.

C'est seulement sur le territoire de l'ancienne monarchie des Habsbourg, dans les Carpates et dans les Alpes slovènes que depuis le 18e siècle la grande forêt a gagné du terrain, parfois dans le sillage des mines et de la métallurgie et par la réglementation de la foresterie.

Les hautes montagnes caractérisent aussi l'Europe du Nord. Dans leur cas, cependant, le plissement et le soulèvement du socle primaire après le recul de la grande glaciation, a donné naissance aux paysages des fjords marqués par des cascades impressionnantes et de grandioses à-pics. Ces paysages sont coupés, depuis le Moyen Âge, par un cordon discontinu d'établissements humains poussés jusqu'à la zone inhabitée au nord du continent, qui se trouve ainsi doté d'une double périphérie. Les trouées dans la ceinture nordique des forêts européennes sont l'oeuvre des bûcherons, des mineurs et des pêcheurs. Quant à l'agriculture, elle n'a jamais eu qu'une fonction subsidiaire.

Nous avons ainsi fait le tour des hautes montagnes qui encerclent les Alpes, lesquelles occupent une position particulière, non seulement en Europe, mais parmi les hautes montagnes du monde entier. Cette originalité s'étend au passé géologique de ce massif et englobe les témoins d'une gigantesque glaciation qui constituent de remarquables attractions, notamment les lacs alpins du sud et du nord qui se sont formés après le recul des langues glaciaires.

Société agricole et société des loisirs

La structuration écologique et socio-économique dans les Alpes est impressionnante : la société des loisirs se superpose à la société agricole locale. Nulle part ailleurs que dans les Alpes n'a été mise en place, au-dessus de l'étage de l'habitat agraire, une excellente infrastructure de sports d'hiver qui attire la main-d'œuvre et les touristes au niveau suprarégional. Les importants capitaux investis dans l'équipement technique de base pour les sports d'hiver ont un effet de multiplicateurs à l'étage subnival. La séparation de la population autochtone et des touristes est délibérée. Les régions de sports d'hiver sont commercialisées dans l'esprit d'une "gestion industrielle du produit". Il faut s'attendre à une internationalisation plus poussée venant des eurométropoles.

L'étage supérieur de l'économie de montagne offre des conditions climatiques et écologiques favorables à un tourisme saisonnier. Toutefois, la réalisation de ces potentialités suppose l'intégration de la vie paysanne et du tourisme, qui n'existe à grande échelle que

dans les Alpes autrichiennes. Enfin, le tourisme d'été est étroitement lié à la qualité du logement et du paysage anthropisé. Lorsque le dépérissement de l'habitat et des terres agricoles prend une grande ampleur, ce tourisme devient précaire et peut même disparaître. Nous en arrivons ainsi à l'agriculture de l'étage inférieur, celle de la moyenne montagne. Sauf en Autriche, elle périclète dans une grande partie des Alpes, où seules les résidences secondaires revitalisent, dans une certaine mesure, l'habitat.

Un mouvement Ouest-Est de libéralisation et de déclin

Le déclin en grande partie irréversible du paysage anthropisé ne découle pas seulement de paramètres écologiques liés à la structuration verticale des hautes montagnes, mais aussi et surtout des effets des politiques nationales de la montagne, à quoi s'ajoute la libéralisation. Rappelons que dans l'histoire mouvementée de l'Europe, les hautes montagnes ont toujours servi de refuge aux populations qui voulaient préserver leur identité culturelle (et religieuse), leur indépendance politique, et qui étaient prêtes pour cela à endurer des conditions de vie extrêmes. Voilà pourquoi on trouve dans les hautes montagnes les plus anciens îlots linguistiques, depuis les Basques dans les Pyrénées occidentales jusqu'aux Albanais en Europe méridionale en passant par les Rhéto-romans, les Ladins et les Frioulans dans les Alpes.

C'est seulement avec les débuts du libéralisme que les montagnes ont perdu cet atout millénaire : leurs habitants, jouissant désormais de la liberté politique, n'avaient plus de raison de supporter la marginalité économique.

Cette libéralisation s'analyse comme une innovation qui a déclenché des processus semblables dans toutes les montagnes, de l'Ouest vers l'Est. Le premier effet de la libéralisation a été la croissance démographique et l'extension de l'agriculture avant la transformation et la régression des systèmes agraires traditionnels de montagne. Puis l'exode rural, après avoir entraîné le passage à une culture extensive, n'a laissé que des villages fantômes. Dans le monde politique européen, le féodalisme n'a pas été remplacé partout en même temps par le libéralisme. Le mouvement s'est fait d'ouest en est. La Révolution française de 1789 a été la première sur le continent européen. Voilà pourquoi le déclin des zones d'habitation en montagne a commencé en France, dans les Alpes françaises, sur le versant nord des Pyrénées et dans le Massif central dès le début du 19e siècle. Il y a atteint un degré inégalé en Europe. La comparaison des Alpes françaises et des Alpes suisses en témoigne éloquentement. Les révolutions de 1848 dans l'aire linguistique allemande et en Italie ont éclaté deux générations plus tard. Les montagnes dinariques ont été les dernières touchées lors du retrait progressif de l'Empire ottoman d'Europe méridionale puisque la Bosnie et l'Herzégovine ne se sont détachées de l'Empire ottoman qu'en 1878 et l'Albanie en 1912. Au moment

même où les premiers villages fantômes apparaissent dans les Alpes françaises (dernier tiers du 19e siècle), la Serbie, le Monténégro et la Bosnie, libérés de l'emprise ottomane, ont connu une forte croissance de leurs populations montagnardes. Plus tard encore, après la première guerre mondiale, la même évolution s'est produite en Albanie avec une extension notable de l'espace agricole.

Enfin, après la guerre, les montagnes dinariques se sont trouvées dans une situation exceptionnelle sous l'effet conjugué des migrations de travailleurs et de leurs investissements dans les infrastructures techniques et dans le bâtiment. Un million de logements ont été construits. Les événements actuels en Yougoslavie ont eu, entre autres effets tragiques, celui de détruire en grande partie ces investissements du fait de la guerre civile.

Conceptions politiques et perspectives d'avenir

Dans leurs politiques agricoles, les Etats d'Europe accordent une importance variable aux problèmes des hautes montagnes. Durant les deux guerres mondiales, le dépeuplement et le déclin ont subi un arrêt dans les Etats belligérants. Dans le Reich allemand, l'agriculture de montagne a bénéficié d'une aide massive allant tant aux exploitations qu'à des régions entières. En Italie et en Espagne, les réformes agraires et la colonisation encouragées par l'Etat ont pu, dans l'entre-deux-guerres, enrayer le dépeuplement des hautes montagnes, mais pour une brève période seulement. La question non résolue dans l'Europe du Sud, de la séparation des facteurs de production (capital, sol et travail) et de la dépendance à l'égard des bailleurs de fonds des villes n'a, d'autre part, rien de commun avec la politique d'encouragement des exploitations familiales menée, par exemple en Autriche, en Suisse et en République fédérale d'Allemagne. Dans ces trois pays, le problème du maintien des exploitations de montagne a cédé la place à la tâche de préserver le paysage anthropisé de haute montagne comme lieu de détente pour la population des conurbations européennes. La collectivisation de l'agriculture après la guerre dans les Etats de l'Est européen n'a pas résolu le problème de la marginalité économique des montagnes ; elle l'a, au contraire, souvent aggravé. Là où les rapports de propriété en zone montagnarde n'ont pas été modifiés, par exemple dans les Carpates polonaises et, en partie, dans les Carpates roumaines, ainsi que dans l'ex-Yougoslavie, on a abandonné les économies paysannes de subsistance à leur sort. Seules la Bulgarie et l'ex-Tchécoslovaquie se sont employées à appliquer dans de vastes zones de montagne une collectivisation des terres au détriment, en particulier, des minorités nationales.

Conclusion

Loin de représenter le prototype des hautes montagnes d'Europe, les Alpes occupent une

place à part. La chance qu'avaient, grâce à leurs ressources naturelles, de vastes zones de montagne de l'ex-Yougoslavie de devenir elles aussi un jardin du toit de l'Europe sous un régime ex-communiste, a été gâchée par la guerre civile, probablement pour longtemps. Les montagnes boisées des Carpates n'ont qu'en de rares endroits des paysages aussi attractifs.

Dans les hautes montagnes de l'Europe où, du fait du recul de l'agriculture et d'une insuffisante demande de loisirs, le déclin de l'occupation humaine et de l'exploitation est irréversible, il y a trois possibilités seulement :

- reboiser lorsque c'est écologiquement possible ;
- transformer en réserves d'intéressants paysages anthropisés ;
- lorsque l'agriculture est déjà extensive et qu'il y a désertification, constituer des réserves territoriales pour l'avenir. Cette tâche incombe, au premier chef, étant donné leur connaissance des réserves locales, aux régions de la Communauté européenne et à tous ses Etats membres, mais pour sa part la Communauté devra, à moyen terme, mettre en place le cadre juridique et financier nécessaire.

Prof. E. Lichtenberger
Institut de géographie
Université de Vienne
Universitätsstrasse 7
A-1010 Vienne



Le tourisme d'été est étroitement lié à la qualité du paysage.

Démarche écologique

Peter Stoll

Comptant 120 000 adhérents, le Schwäbischer Albverein est le premier club de randonnée allemand. Son périmètre d'activité couvre les moyennes montagnes aux paysages attrayants et variés entre le lac de Constance et Hohenlohe (Bade-Wurtemberg) et, principalement, le Jura souabe et la région de Stuttgart. Les objectifs prioritaires du club sont d'encourager chez ses membres l'amour de la nature, de perpétuer les traditions locales et, en particulier, de promouvoir les plaisirs de la randonnée. A cette fin, il organise une série d'activités avec l'aide bénévole de ses membres : balisage de quelque 20 000 km de sentiers de randonnée, construction et entretien de 22 refuges, aménagement de 24 points de vue, gestion de 4 musées, animation de groupes de danse et de musique folklori-

ques et de chorales, mise en oeuvre d'un riche programme de cours et de conférences, élaboration d'une documentation et publication de la revue du club.

Fondé il y a plus d'un siècle, le club s'est d'abord proposé de faire découvrir la région au randonneur et de l'initier à sa beauté. Très vite, il s'est également mobilisé pour la protection de la nature et la conservation des paysages. Autant d'activités qui ont pris une importance croissante en raison des menaces grandissantes qui pèsent sur l'environnement. La conservation de la faune et de la flore, la surveillance des zones protégées, mais aussi la lutte énergique contre les atteintes abusives à l'environnement par l'implantation d'installations industrielles et la pollution comptent parmi ses principales préoccupations. Le club est membre fondateur de l'Association régionale de protection de la nature du Land. Dans l'ensemble des 575 groupes locaux, environ 1 050 personnes sont plus spécialement responsables de la surveillance de la nature. L'entretien de biotopes tels que les landes de genévriers,

les pelouses semi-arides, de certaines sections de ruisseaux, les lisières des champs, les bords des chemins, ainsi que des prés-vergers caractéristiques du Bade-Wurtemberg constitue la principale activité des groupes locaux.

Le club effectue environ 6 000 patrouilles de reconnaissance et de surveillance par an. Ses membres contribuent ainsi à préserver la qualité de notre environnement.

Dans son action, le Schwäbischer Albverein cherche à adopter une démarche écologique globale où l'homme ait aussi sa place. Par son attitude non sectaire et grâce au nombre de ses adhérents, il sait se faire entendre des responsables politiques et dispose ainsi d'une réelle capacité d'action.

P. Stoll
Schwäbischer Albverein e.V.
Mühlrain 62
D-7000 Stuttgart 1

Nature vivante

Paul Ozenda

Depuis le temps que paraissent, à un rythme soutenu, des ouvrages souvent admirablement illustrés sur les plantes et les animaux des montagnes, il semblerait que les naturalistes aient dit leur dernier mot sur ces questions. Cependant leur connaissance a très sensiblement avancé, et des directions de recherche nouvelles se sont ouvertes au cours des années récentes.

Inventaires

La flore alpine était déjà bien explorée, inventoriée et décrite au début de ce siècle. Mais pendant longtemps textes et illustrations restaient essentiellement orientés vers la détermination des noms des espèces. Le point de vue biogéographique apparaît ensuite avec l'introduction de cartes de répartition, de limites altitudinales, de relations avec le substrat géologique, comme dans les nombreuses éditions successives de la flore des Alpes de Merxmüller. On dispose depuis 1979 d'un inventaire de l'ensemble de la flore européenne de haute altitude et des régions subarctiques, en relation avec sa mise en place au cours des époques inter-et post-glaciaires. Les cartes de répartition des saules données par l'Atlas de Flora europaea ont permis l'analyse des processus de différenciation des espèces au cours de ces périodes. Depuis deux ans, à l'initiative du Conservatoire botanique de la ville de Genève, un groupe de travail international entreprend la réalisation, avec des moyens informatiques, d'une flore détaillée et critique de l'ensemble de l'arc alpin, sur des bases biogéographiques et génétiques modernes.

L'étude des cryptogames est moins avancée. Seule celle des lichens avait été jusqu'ici pratiquement achevée, grâce surtout aux travaux suisses et scandinaves. Une étude comparative des champignons agaricales du parc national de la Vanoise et de la Laponie a été publiée il y a quelques années.

L'inventaire des animaux est un travail de longue haleine, en raison de la multiplicité des groupes et de la spécialisation des chercheurs. Parmi les derniers travaux, citons les orthoptères des Grisons et des Alpes lombardes, et les microlépidoptères du haut massif savoyard.

Aller de l'avant

Quels que soient leur intérêt et la nécessité de leur remise à jour permanente, les inventaires de flore et de faune ne représentent qu'un stade initial de la connaissance de la nature alpine. La biocénologie, c'est à dire l'étude des groupements qui forment les espèces en

s'associant suivant leurs similitudes physiologiques et leurs rapports avec le milieu, doit prendre le relais.

Dans le domaine végétal, les recherches sur les biocénoses alpines sont déjà avancées; un système général applicable à l'ensemble de l'arc alpin a été élaboré et a été peu modifié depuis trois décennies. Mais les années récentes ont vu son extension à la chaîne des Pyrénées, des synthèses relatives aux hautes montagnes balkaniques et à l'Oural, et d'importants progrès dans le Caucase. On sait maintenant que la végétation de haute altitude des montagnes européennes se partage en trois grands types: l'étage alpin proprement dit des chaînes de l'Europe moyenne, la toundra de montagne des chaînes nordiques, et les formations à buissons épineux des hauts massifs méditerranéens.

Autre aspect nouveau: la cartographie des biocénoses. Une délimitation de l'étage alpin à moyenne échelle a été réalisée complètement dans l'arc alpin et dans les Pyrénées, et des cartes détaillées des associations végétales couvrent une partie des parcs nationaux et des réserves. Un traitement informatique de ces données est en cours.

L'étude des biocénoses végétales doit bien entendu être complétée par celle de la faune

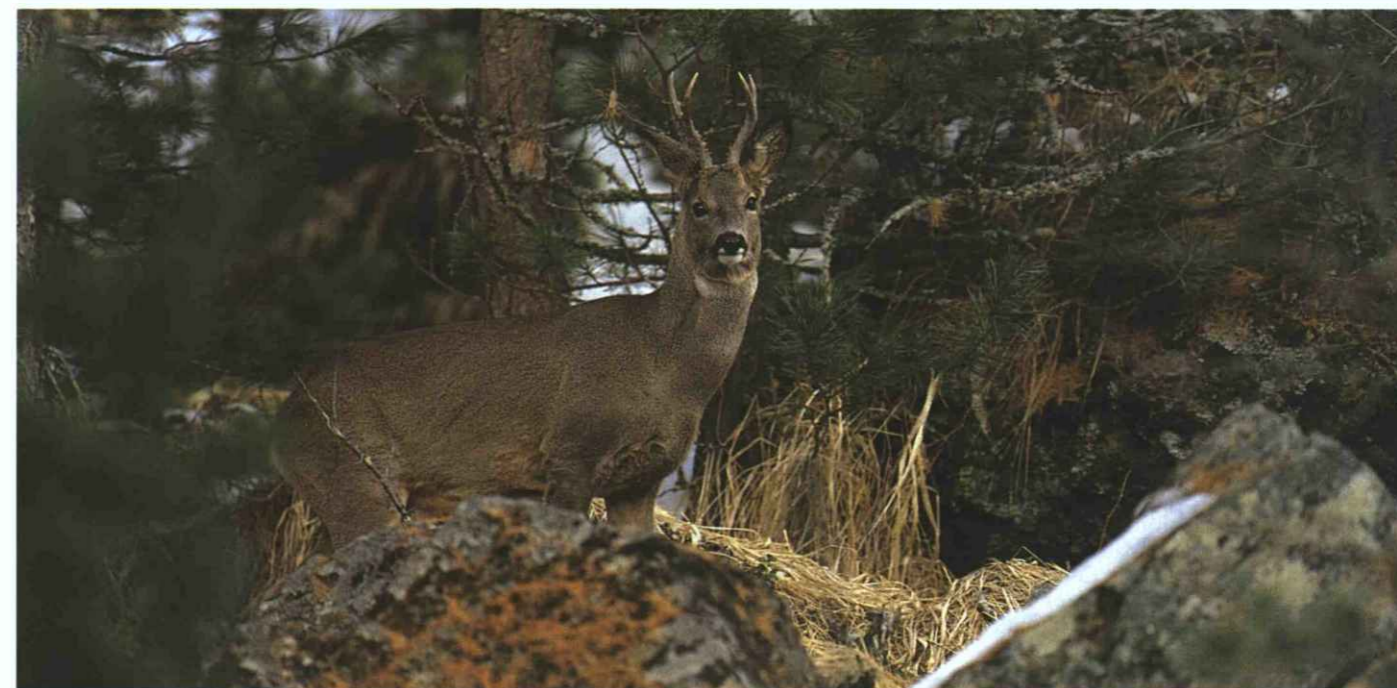
qui est associée à chacune d'elles, ainsi que par l'analyse de la microflore et de la faune du sol; mais ces directions de recherches sont beaucoup moins avancées.

Etudier les rapports espèce-milieu

Une troisième étape de la connaissance est faite de l'étude des rapports écologiques de chaque espèce avec les facteurs de milieu (autoécologie) et des rapports des espèces entre elles au sein de la biocénose (synécologie).

Plantes et animaux se maintiennent en haute altitude dans des conditions extrêmes et au prix d'adaptations morphologiques et physiologiques originales: plantes en coussinets, raccourcissement du cycle vital annuel, importance des organes et des phases souterraines. Les recherches sur la biologie des espèces alpines ont beaucoup progressé grâce au développement de stations permanentes en haute altitude, dotées d'un équipement d'appareils de mesure enregistreurs très élaborés: il faut mentionner particulièrement les travaux effectués au Tyrol dans le cadre du programme Man and Biosphere et ceux de la station de Kazbegi dans le Caucase.

La couverture végétale de haute montagne est parcellisée en une mosaïque dont la complexité est le reflet des conditions très variables, d'un point à l'autre, de la topographie, du microclimat et des sols. Un facteur prédominant est la brièveté de la période de végétation, elle-même conditionnée par la durée du déneigement: à chaque biocénose est associée une durée moyenne de la couverture



S. Meyers

L'inventaire de la faune est un travail de longue haleine, tout comme les recherches sur les biocénoses végétales alpines qui sont bien avancées.

nivale, qui peut varier du simple au double entre deux groupements voisins. Longtemps évaluée par observation directe au sol, cette durée est maintenant suivie méthodiquement grâce à la télédétection, par comparaison des images de satellite avec une fréquence qui peut être hebdomadaire. C'est au Tyrol encore que ces études sont les plus développées.

La protection de la nature alpine nécessite non seulement de la connaître et de mettre en réserve les zones les plus intéressantes, mais aussi de suivre son évolution dans ces parties protégées. On peut citer comme exemplaire la gestion des troupeaux de grands ongulés sauvages (bouquetins, chamois, mouflons) dans les parcs nationaux. L'effectif en est soigneusement adapté à la charge possible du territoire concerné, compte-tenu parfois de la concurrence avec des troupeaux domestiques, et l'état sanitaire du peuplement est constamment contrôlé.

Effets possibles du réchauffement

Au cours des années les plus récentes se sont développées des recherches sur les conséquences écologiques possibles, en haute montagne comme ailleurs, des changements climatiques qui semblent s'annoncer. Qu'il s'agisse de causes naturelles, ou d'un effet de serre dû aux activités industrielles, il semble bien établi qu'un réchauffement de l'ordre de 1° s'est produit depuis un siècle et tend à s'accélérer. Si ce phénomène devait atteindre, suivant certaines modélisations, plusieurs degrés d'ici cinquante ans, il provoquerait en montagne une remontée des limites écologiques de plusieurs centaines de mètres, et notamment une élévation de la limite supé-

rieure des arbres et des brousses subalpines, restreignant et fragmentant le territoire de l'actuel étage alpin. Des indices apparaissent déjà. Dans la chaîne scandinave l'altitude de la limite des arbres, formée par le bouleau, s'est élevée en moyenne de quarante mètres depuis le début du siècle. Dans le même temps, une vingtaine d'espèces végétales de l'étage nival ont été observées en Suisse à des altitudes de plus en plus hautes. Dans les Alpes occidentales, des oiseaux migrateurs arrivent au printemps de plus en plus tôt. La faune aviaire semble d'ailleurs être un réactif sensible, et un programme important de recherches est en cours dans les Alpes bavaises et piémontaises; en Savoie également, la répartition altitudinale d'une trentaine d'espèces d'oiseaux a été étudiée statistiquement dans ce but. Il est à craindre que sous l'effet de ce réchauffement, s'il doit continuer, l'étage alpin en tant qu'ensemble biologique soit peu à peu repoussé vers le haut, puis appauvri tant par la réduction des surfaces que par leur morcellement, avec un appauvrissement qualitatif et quantitatif des milieux et la disparition des espèces les plus rares. Dès maintenant, la planification de la protection des richesses naturelles de la haute montagne doit prendre en compte ce risque. ■

Prof. P. Ozenda
Laboratoire de biologie alpine
Université Joseph Fourier
BP 53 X
F-38041 Grenoble Cedex

Euromontana-Cea

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la technicisation de l'agriculture s'est traduite dans les régions de montagne de l'Europe par l'exode et la paupérisation. A la conférence qu'elle a tenue en 1948 à Montréal la FAO avait attiré l'attention sur la situation; en 1953 elle organisa sur ce thème une première conférence internationale en Suisse au cours de laquelle fut créée Euromontana-Cea, groupe de travail au sein de la Confédération européenne de l'agriculture. Euromontana-Cea s'appuyait essentiellement sur des organisations agricoles, puisqu'il n'existe d'organisations axées sur les régions de montagne qu'en France (Fédération française d'économie montagnarde - FFEM), en Italie (UNCHEM) et en Suisse (Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete - SAB).

Tous les deux ans Euromontana-Cea organise des réunions thématiques de tra-

vail lors desquelles on a souvent adopté des documents d'orientation comme le "Manifeste de Brigue" en 1967 ou la "Déclaration de Cestona" en 1989. Euromontana-Cea n'ayant pas de personnalité juridique, ses membres n'étant liés ni par des statuts ni par des contributions financières, ses activités se bornent à la formation de recommandations, à l'élaboration de documents de base et aux relations publiques.

C'est la raison pour laquelle des membres d'Euromontana-Cea ont créé en 1990 la "Fédération européenne des populations de montagne" (FEPM). Contrairement à Euromontana-Cea, la FEPM se propose de réunir en premier lieu les organisations des régions de montagne et les décideurs politiques de ces régions au sein d'une seule et même organisation et d'y être l'interlocuteur des décideurs. ■

Euromontana-Cea
Postfach 87
CH-5200 Brugg



G. Baumgart



R. Humler



S. Meyers

La Convention des Alpes

Ulf Tödter

L'idée de résoudre certains problèmes d'environnement, de protection de la nature et de développement alpin dans le cadre d'une convention internationale est ancienne. On la trouve déjà dans les travaux préparatoires à la création de la Commission internationale pour la protection des Alpes (Cipra) en 1951. Il a fallu attendre jusqu'en 1991, pour que les gouvernements des États alpins et de la Communauté européenne signent une convention cadre progressivement dotée d'un contenu concret par le biais de protocoles successifs. La Cipra comme l'UICN suit les travaux des représentants des gouvernements, en qualité d'observateur.

La convention alpine est un instrument international original. Première convention transfrontalière conclue au cœur de l'Europe pour couvrir un espace comptant 7 millions d'habitants, elle a pour double objectif de mieux protéger les ressources naturelles des Alpes et les paysages que l'homme y a façonné et d'orienter le développement futur en fonction d'un certain nombre de préoccupations d'ordre écologique et social. Cette vision globale, s'intéressant également à l'homme et à l'environnement sans se limiter à certains sites naturels non habités ou à certains éléments (comme l'eau ou l'air) est nouvelle.

Pourquoi une convention alpine? L'évolution des quarante dernières années que la Cipra - qui coiffa les associations s'attachant à sauvegarder le patrimoine naturel et culturel - a suivie d'un oeil critique donne des raisons d'inquiétude. Quelques exemples suffiront à montrer pourquoi il est indispensable de prendre dans de nombreux domaines des mesures transnationales.

Eaux alpines

Aucun fleuve alpin n'est resté à l'état de nature, de sa source jusqu'à son embouchure. Les segments que l'on pourrait qualifier de sauvages ou de naturels ne représentent plus que 10% environ du parcours des grands fleuves de l'arc alpin. Ces menaces sont, pour l'essentiel, des centrales hydro-électriques (79%) et diverses pollutions (82%), et d'autres menaces se dessinent.

La Cipra demande la protection systématique des quelques tronçons naturels qui subsistent

et l'adoption de mesures de revitalisation et de restauration de l'état naturel, en particulier pour les parties endommagées mais présentant encore un grand intérêt du point de vue écologique.

Sport d'hiver

Les Jeux olympiques d'hiver de 1992 à Albertville (France) ont laissé des traces durables sur le plan de l'écologie comme de l'économie: 65 km d'autoroutes nouvelles, 33 ha déboisés, 1 million de m³ de terrassements (terres déplacées, roches dynamitées), 330 000 m³ de superstructures, 100 ha dont l'affectation a changée, pour ne citer que quelques chiffres significatifs. La dette entraînée par les 14 jours de Jeux proprement dit s'élève à 285 millions de francs et le coût des infrastructures nouvelles, surtout pour la région et les communes, est de beaucoup supérieur.

La Cipra demande qu'à l'avenir les grandes manifestations de ce type ne soient organisées que dans des régions des Alpes disposant déjà de l'infrastructure nécessaire et que le Comité olympique international (CIO) n'accepte que les candidatures accompagnées d'études d'impact - au triple plan écologique, social et économiques - ayant abouti à des conclusions positives, que si elles préservent l'environnement et les exigences sociales et économiques.

Désenclavement

Les Alpes desservies par un nombre croissant de routes, voies de chemin de fer, pylônes à haute tension, canalisations, voies forestières et agricoles, téléphériques. Avant la fin du millénaire, de 3 à 5 000 km supplémentaires de routes et voies diverses seront construits tous les ans. Les régions non reliées et connaissant peu de perturbations, qui sont très importantes pour les espèces animales et végétales vulnérables, vont en s'étrécissant. Les données nécessaires pourraient être disponibles à bref délai.

La Cipra demande par conséquent que soient créées les conditions juridiques et fiscales propres à permettre de ne pas intégrer les secteurs encore intacts aux réseaux de communication, évitant ainsi de nouveaux démembre-

ments. Il s'agirait principalement de conclure des accords avec les propriétaires du sol.

Agriculture de montagne et protection de la nature

L'agriculture de montagne est de plus en plus incitée à s'intensifier alors que les revenus baissent. En outre, la contribution apportée par les paysans au maintien de la diversité écologique et de la variété des paysages n'a, à ce jour, pas été récompensée.

La Cipra demande que ces prestations fassent l'objet d'une indemnisation en fonction du rendement (sur le modèle de ce qui se fait dans le système de points-écologie actuellement en cours de mise en place en Basse Autriche), avec les conseils et les contrôles nécessaires. Les moyens financiers requis pourraient être complétés par des incitations des pouvoirs publics (subventions, avantages fiscaux, actions de promotion).

Ski hélicoptéré

Le transport de skieurs par hélicoptère dans des zones non équipées, encore relativement intactes, apporte dans les zones survolées un surcroît de bruit qui peut avoir des effets néfastes pour la faune. De telles perturbations entraînent des réactions en chaîne susceptibles de provoquer la rupture de l'équilibre écologique.

Le rendement économique du ski hélicoptéré est sans commune mesure, selon la Cipra, avec les risques. Elle demande donc pour toutes les Alpes l'interdiction de l'hélicoptage qui est encore autorisé en Suisse, en Italie et dans le Vorarlberg. Ce qui dans les zones frontalières entraîne une distorsion de la concurrence ayant elle-même pour effet une multiplication des demandes de levées de l'interdiction là où elle existe.

U. Tödter
Directeur
Cipra
Heilgkreuz 52
FL-9490 Vaduz

En Italie

Fabrizio Bartalotti

Voici plusieurs dizaines d'années que les Alpes italiennes connaissent, à l'instar des autres secteurs de la chaîne montagneuse, de profondes transformations économiques et sociales, principalement liées au dépeuplement des zones de haute et moyenne montagne et au développement du tourisme de masse et notamment du ski alpin. Il serait toutefois réducteur d'attribuer uniquement à ces facteurs, ou de limiter à l'après-guerre, les bouleversements imposés, parfois radicalement, au paysage alpin. Il ne faut pas oublier le nouvel ordre politique issu du Congrès de Vienne qui a réparti la population alpine entre les grands États nationaux au sein desquels cette population est contrainte à jouer un rôle pour le moins marginal. La pénétration progressive des Alpes par le chemin de fer, le recours croissant à l'énergie hydroélectrique et, par suite, l'installation sur place de grandes industries lourdes ont plus ou moins contribué au déclin des activités traditionnelles et à la désagrégation du tissu social et culturel. Il ne faut pas oublier non plus l'épopée du tourisme "bourgeois" qui, sans bouleverser le paysage, a pourtant brutalement opposé le train de vie et les mœurs du "beau monde" logé dans des palais et l'existence misérable des montagnards.

Après la guerre, dans un milieu privé désormais du traditionnel équilibre entre population et ressources, le tourisme prit soudain un prodigieux essor pour s'orienter, au début des années soixante, vers un tourisme de masse axé de plus en plus, à la fin de cette même

décennie, vers le ski de piste. C'est à cette époque que l'exploitation des ressources hydroélectriques au profit des villes et des industries de plaine s'intensifia par la construction de réservoirs d'une capacité telle qu'ils ont submergé les lieux d'habitation et transformé, ou plutôt déformé, le paysage non sans modifier le climat local. De grands axes routiers transalpins (autoroutes, grands tunnels), ont été conçus uniquement pour faciliter les communications entre les centres névralgiques des États qui se partagent les Alpes.

D'une part, on assiste maintenant au déclin des grandes industries chimiques et métallurgiques qui ont marqué le paysage de tant de bassins et de vallées. Les méfaits du chômage se sont encore ajoutés aux préjudices causés aux personnes, au bétail et à la végétation par l'émission massive de fumées polluantes. D'autre part, on constate le dépérissement rapide de l'agriculture de montagne, notamment dans les régions de culture romane où cette activité est entravée par le morcellement excessif de la propriété, qui ne s'accompagne pas de subventions, et par le dépeuplement de ces zones qui n'ont pas su ou pu trouver une vocation touristique. Néanmoins, dans certaines vallées des Alpes occidentales, le développement touristique n'a pas réussi non plus à juguler le déclin démographique, même dans de grandes stations.

Etat de dépendance

Il semble donc que la structure économique du monde alpin - pour reprendre une schématisation éloquente proposée par P. Messerli - se trouve, à partir du Congrès de Vienne, dans une situation de dépendance en tant qu'"espace d'intégration" des grands centres

Alpenzù grande (1779 m). Habité en permanence il y a quelques dizaines d'années encore ce petit groupe d'habitations valdôtaines a encore une petite activité agricole estivale et sert de base aux excursionnistes.



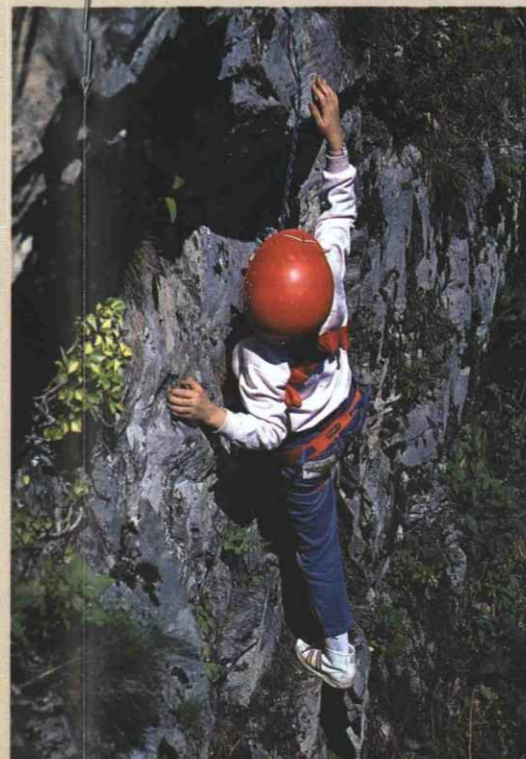
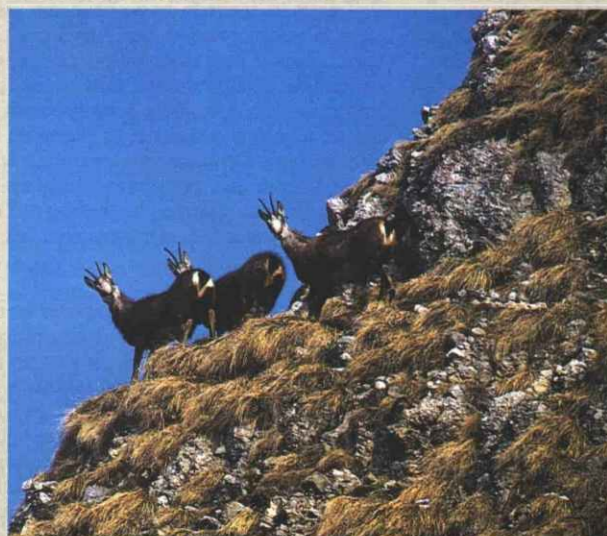
F. Bartalotti

urbains situés en dehors de la chaîne montagneuse. Ces mêmes centres qui exploitent les réserves hydriques, les potentialités énergétiques, les ressources climatiques, les sites et la position clé de cette zone alpine, entre l'Europe centrale et le monde méditerranéen, transpercée de grandes voies de communications tracées le long des principaux axes longitudinaux et transversaux. Il sera intéressant de voir si ce rapport de domination-dépendance se renforcera encore ou si, au contraire, les populations alpines réussiront à redéfinir leur place à l'intérieur des six grands pays entre lesquels elles se répartissent et encourageront la mise en oeuvre d'une politique commune fondée sur l'agriculture, le tourisme, l'artisanat et la production d'énergie et tirant les justes avantages de la fonction de charnière entre des peuples et des milieux aux caractéristiques différentes. Au cas où se vérifierait la seconde hypothèse, on assisterait à la transformation des Alpes qui cesseraient alors d'être une région périphérique servant de compléments subordonnés aux centres de décision situés dans le bassin parisien, la région germanique, la plaine du Pô et à Rome, mais deviendraient un espace économique propre aux populations alpines auxquelles seraient confiées la gestion et l'organisation de relations intenses avec les pays péri-alpins.

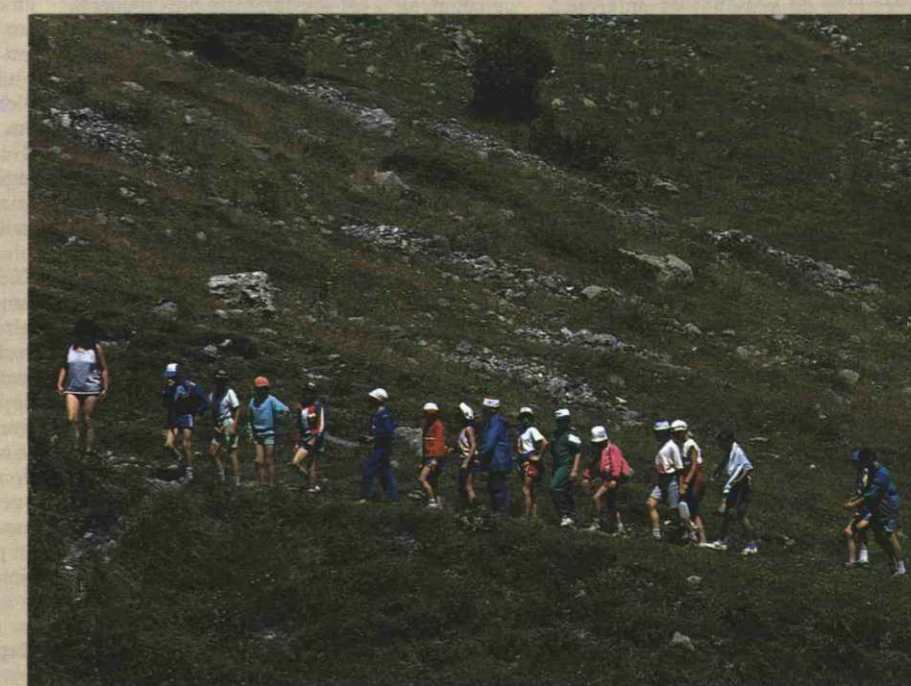
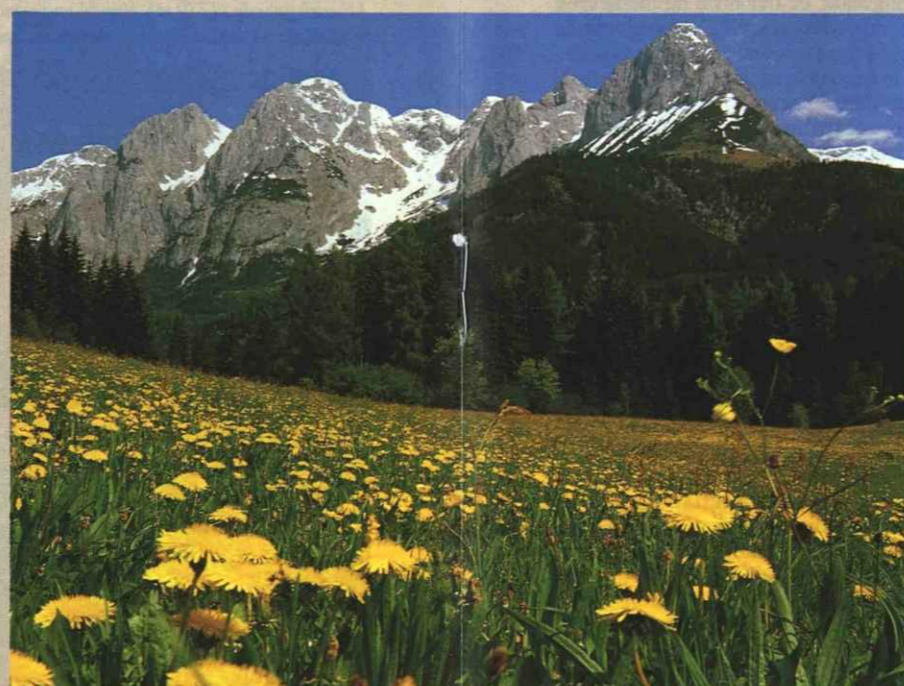
Notre propos n'est pas ici d'exposer en détail les mesures à prendre pour atteindre cet objectif mais simplement de lancer un appel général à une plus grande collaboration entre les populations de montagne qui puisse se concrétiser par la ratification d'une convention alpine. Il est certain que la nécessité se fait sentir de corriger - grâce à une planification avisée -, ou même de bloquer le modèle actuel de développement touristique et de proposer en échange une approche "douce". Il faut cependant bien comprendre que l'économie alpine ne peut faire abstraction du tourisme qui est un élément important - parfois même le véritable pilier - de son économie et que, sans intégration avec l'agriculture de montagne, tout processus de développement touristique est voué à un échec retentissant dont les répercussions seront très négatives tant aux plans démographique et économique qu'environnemental (urbanisation intensive, dégradation hydrogéologique). Il faut donc préciser clairement le "degré de douceur" de l'impact et surtout bien choisir les localités aptes à une spécialisation touristique centrée sur les excursions estivales, le ski de fond et autres activités moins dommageables pour l'environnement. On sait en effet qu'à quelques exceptions près, les retombées économiques sont modestes et qu'il est extrêmement difficile d'orienter de force la demande vers un type de distractions qui n'est pas encore très recherché parce que personne ne veut investir dans des loisirs dont le besoin ne se fait pas encore sentir.

Mutations

Laissons de côté cependant les considérations générales et passons à l'analyse des mutations démographiques et économiques qui,



Notre espace est aussi le leur
Leur espace est aussi le nôtre





F. Bartaletti

Col du Tonale (1883 m). Ces trois tours habillées d'un revêtement synthétique, nées de la spéculation du début des années 70, se dressent dans une zone sans infrastructure, presque abandonnée à elle-même (route défoncée, esplanade enfoncée, broussailles, ordures...). Près de là, d'autres tours s'élevant au milieu d'immeubles on ne peut plus hétérogènes du point de vue architectural, constituent le cœur de la station.

ces dernières décennies, ont touché de nombreuses communes des Alpes italiennes, qui constituent (ou englobent dans leur territoire) les principaux lieux de villégiature estivale et stations de sports d'hiver. Nous avons omis les vallées des montagnes plus pauvres, caractérisées par le vieillissement de la population et par la fatalité de l'émigration, par exemple la vallée de la Stura di Demonte dans la région de Coni ou les vallées encore plus déshéritées du versant sud du Grand Paradis (Piantonetto, Ribordone, Soana) dont la poignée d'habitants restée sur place mériterait d'être officiellement distinguée pour sa fidélité à la montagne. En ce qui concerne les stations touristiques majeures, il faudrait disposer de données plus fiables pour évaluer l'"état de santé" des Alpes italiennes car le recul démographique ou l'abandon des activités traditionnelles ne s'expliquent que par un cadre économique et environnemental défavorable.

Toutefois, les données globales masquent au moins deux comportements démographiques différents: tandis que les stations des régions les plus occidentales et orientales perdent en vingt ans de 9 à 10% de leur population, les régions valdôtaine et sud-tyrolienne enregistrent une augmentation supérieure à 10%. La Lombardie et le Trentin enfin se situent dans une position intermédiaire puisque le taux d'augmentation - notamment dans la province autonome - est sensiblement plus modéré. Il faut noter en outre qu'au cours de la deuxième décennie considérée, l'augmentation se ralentit partout (ou bien la diminution est plus marquée). Enfin, si l'on analyse aussi attentivement le bilan démographique, on observe qu'excepté dans la province autonome de Bolzano et dans quelques zones limitées du Val d'Aoste et de la province de Trente, c'est le solde migratoire, fortement positif, qui partout détermine l'augmentation ou limite la baisse et que les nouveaux rési-

dents ne viennent probablement pas de communes voisines du centre touristique. Cette situation engendre évidemment de profonds bouleversements dans le tissu socio-culturel de nos communes.

En ce qui concerne la répartition des salariés par branche d'activité économique (recensement de l'industrie et du commerce), les données les plus récentes actuellement disponibles à l'échelle communale sont malheureusement celles de 1981. Par rapport à 1971, on observe néanmoins une forte augmentation générale des employés du secteur commercial qui, même indépendamment de la branche "hôtels et établissements commerciaux", manifestement en forte augmentation, présentent un taux positif moyen de 57%.

La spécialisation commerciale est marquée, comme il convient du reste dans une station touristique, à laquelle s'oppose le recul de l'agriculture tout aussi généralisé et certes alarmant si l'on considère l'ampleur de la baisse en dix ans seulement (- 32%). Le contraste est frappant entre les stations piémontaises - où au recul très marqué de l'agriculture ne correspond pas l'amélioration voulue de l'infrastructure commerciale - et la province de Bolzano où l'agriculture connaît un déclin bien moins accentué et le commerce un essor fulgurant, ce qui offre de meilleures conditions aux touristes. Si l'on y ajoute le fait que, de toutes les zones géographiques, c'est le Piémont qui compte le moins d'employés dans le secteur de l'hôtellerie et des établissements commerciaux par station, il n'est pas difficile de conclure que cette région constitue, plus encore que le Frioul, la zone la plus problématique des Alpes italiennes.

Ceci dit et après avoir souligné que, même dans le Sud-Tyrol "florissant", l'agriculture a perdu plus du quart de ses effectifs en dix ans seulement, il ne faut pas oublier qu'ici le secteur primaire employait encore en 1981 près de 15% de la population active des principaux centres touristiques, atteignant dans certains cas des taux supérieurs à 25%. Les stations du sud-Tyrol conservent donc à quelques exceptions près un certain caractère rural qui a néanmoins tendance à être de plus en plus oblitéré par l'urbanisation et l'expansion de l'économie tertiaire.

Reprise de l'élevage

La situation de l'élevage est plus consolante - pour la seule province de Bolzano - parce que

le nombre de têtes de bétail a augmenté de plus de 30% ces vingt dernières années et que dans une bonne vingtaine de communes sur 32 on compte plus de cinquante bovins pour 100 habitants. A cet égard, on est frappé par le contraste entre les provinces autonomes de Trente et de Bolzano dont les stations touristiques ont de toute évidence suivi un modèle de développement bien différent et, ce qui met du baume au cœur, la relative reprise de l'élevage enregistrée ces dix dernières années dans le Val d'Aoste et le Piémont qui avaient connu un véritable effondrement. Il faut aussi noter que dans une trentaine de communes sur cent quinze, le rapport entre les têtes de bétail et le nombre d'habitants est désormais inférieur à 10% et dans quelques-unes d'entre elles, le nombre de têtes de bétail est désormais dérisoire: 36 à Macugnaga (Novare), qui a pourtant adopté un modèle de développement touristique assez "doux", 28 à Courmayeur (Val d'Aoste), 5 à Alleghe (Belluno), aucune (!) à Argentièr, Clavières, Carona et Madésimo, tandis que dans le Haut Adige/Sud-Tyrol on ne descend au-dessous de 300 têtes de bétail qu'à Corvara et à Santa Cristina.

Urbanisation à problèmes

Pour résoudre au plus vite le problème complexe du seuil d'urbanisation qui fait d'un village une ville, nous sommes partis de l'idée -étayée par les ouvrages de géographie- qu'une population de 5 000 habitants est théoriquement suffisante en Italie, en particulier dans la région alpine pour donner à une localité un caractère urbain à condition que le nombre d'employés du secteur commercial, à l'exception de la branche hôtelière, soit au moins égal à la moyenne nationale pour une population de même taille, soit 274 selon le recensement de 1981. Le nombre de localités touristiques ayant atteint la taille d'une ville est encore limité, du moins l'était jusqu'en 1981, mais les résidences secondaires qui, dans de nombreuses communes alpines, constituaient presque l'unique forme d'accueil touristique, étaient et restent gravement problématiques.

Pour plus de la moitié, les résidences secondaires se concentrent dans le Piémont et en Lombardie où l'on enregistre aussi le plus grand déséquilibre entre le nombre de lits d'hôtel et de lits privés, tandis qu'à part la situation optimale de la province de Bolzano, on relève un rapport acceptable dans la province de Trente -bien que fortement intéressée par cette forme inférieure d'expansion

Variations du nombre d'actifs

Zones géographiques	a. Nombre d'actifs dans l'agriculture		b. Nombre d'employés dans le commerce		a *	b *
	1971	1981	1971	1981		
Piémont	2 091	1 229	1 178	1 389	-41,2	+17,9
Val d'Aoste	653	432	550	834	-33,8	+51,6
Lombardie	1 260	968	1 455	2 415	-23,2	+66,0
Prov. aut. Trente	1 361	804	1 240	1 987	-40,9	+60,2
Prov. aut. Bolzano	9 703	7 056	4 000	7 327	-27,3	+83,2
Vénétie-Frioul	2 337	1 403	2 539	3 252	-40,0	+28,1
Total	17 405	11 892	10 962	17 204	-31,7	+56,9

* abstraction faite de la branche "hôtels et établissements commerciaux"

touristique- et dans une bien moindre mesure dans le Val d'Aoste. La diminution progressive des résidences secondaires et appartements de vacances dans le sens ouest-est, est également intéressante et significative. Elle s'explique en grande partie par la distance variable qui sépare les centres touristiques des grandes agglomérations urbaines de Milan et Turin mais elle est aussi étroitement liée à la diversité des politiques touristiques mises en oeuvre dans les provinces et les communes.

En conclusion, malgré le manque de données complètes, définitives et suffisamment décomposées sur les recensements de la population et de l'industrie de 1991, on peut affirmer que les transformations socio-économiques et en général aussi urbanistiques engendrées par le développement du tourisme dans les Alpes italiennes ont atteint presque partout une ampleur considérable, même dans les régions où l'on fait notamment grand cas de la protection de l'agriculture de montagne et de la conservation du patrimoine architectural et des traditions locales comme dans le Haut-Adige/Sud-Tyrol: on pense à l'urbanisation longitudinale de Val Gardena entre Ortisei et Plan de Gralba, au brouillard pollué qui stagne de plus en plus souvent au dessus de Val Pusteria/Pustertal, gros village de résidences secondaires surgi de terre au col de Costalunga (Feriendorf Karerpass), dont les constructions ultra-modernes ont en partie défiguré le haut bassin de Kurzras dans le Val Senales/Schnalstal.

Savoir choisir

Nous préférons tous, je pense, une montagne qui conserve ses traditions, ses valeurs paysagères et architecturales, en un mot tout le charme qui constitue le vrai "moteur" du tourisme estival et hivernal et repousser fermement toute tentative pour reproduire des modèles anonymes de villes ou, pire, de banlieues urbaines. Le plus difficile, cependant, est de choisir entre le maintien des valeurs écologiques, au prix d'une désertification engendrée par l'absen-

ce de toute source de rémunération et la recherche d'un haut niveau de développement, ce qui suppose certaines concessions écologiques sans exposer l'environnement à des dommages considérables. Il est certain qu'à l'heure actuelle moins de la moitié du territoire des Alpes italiennes accueille plus de 90% des touristes. Le contraste ne fait donc que s'accroître entre un "espace actif" (la montagne prospère, destination privilégiée des flots de touristes) et "l'espace passif" (la montagne dépeuplée et "oubliée"). Le moment est donc venu de relâcher la pression sur les quelques zones désormais bien connues et de créer les conditions d'un développement touristique "intelligent" dans tous ces sites - et ils sont nombreux - restés jusqu'à présent en marge du développement alors qu'ils possèdent de grands attraits culturels et écologiques, en encourageant par tous les moyens l'agriculture de montagne et notamment l'élevage de bovins, fût-ce avec des subventions de la Communauté européenne. A mon sens, des subsides devraient être accordés aussi à ceux qui, originaires du lieu ou apparentés à d'anciens habitants, expriment l'intention de repeupler des villages abandonnés ou semi-abandonnés pour mener une activité de "jardinier de la nature"; mais je tiens à souligner qu'il devrait s'agir de personnes originaires du lieu ou des Alpes car l'installation de "citadins" snobs dans des fermettes élégamment rénovées serait un remède pire que le mal.

Prof. F. Bartaletti
Institut de géographie
Université de Gènes
Via P. E. Bensa, 1
I-16124 Gènes

Variations en pourcentage de la population

Zones géographiques	Communes	1971	1981	1991	71 - 81	81 - 91
Piémont	19	24 120	22 961	21 796	-4,8	-5,1
Val d'Aoste	9	9 346	10 210	10 481	+9,2	+2,7
Lombardie	21	39 330	40 924	41 525	+4,1	+1,5
Prov. aut. Trente	18	29 550	30 348	30 704	+2,7	+1,2
Prov. aut. Bolzano	32	112 160	118 359	124 604	+5,5	+5,3
Vénétie-Frioul	16	51 799	49 866	47 072	-3,7	-5,6
Total	115	266 305	272 668	276 182	+2,4	+1,3

Un bienfait déguisé?

Anton Gosar

L'homme a toujours exploité la nature selon les besoins et les priorités de la société. Le tourisme a récemment commencé à tirer massivement parti de certains sites. A l'origine, par exemple, les étrangers visitaient les régions montagneuses d'Europe uniquement par goût de l'aventure ou pour raisons de santé. Les touristes escaladaient les montagnes pour atteindre les sommets, excursionnaient en forêt ou bien restaient dans les stations climatiques pour recouvrer la santé. Ensuite, on a lancé le patinage et le ski. De nos jours, des sports à la mode ont allongé la liste des activités de loisirs.

Ces derniers temps, les sites de montagne, assemblage complexe de nature et de culture, arrivent à saturation et courent à leur autodestruction. L'attrait fondé sur la diversité et le caractère unique du paysage culturel montagnoux disparaît lentement: comme dans les villes, les gens sont asphyxiés par les gaz d'échappement, les visiteurs cherchent fébrilement des places de stationnement; les skieurs glissent sur des pentes couvertes de neige artificielle; à cause de la pollution, les touristes plongent dans des piscines chlorées jouxtant les lacs; les amateurs de vidéo font l'ascension des montagnes dans des funiculaires ou des téléphériques ultra-rapides; tout le monde boit du coca-cola et danse sur des musiques rock.

Les pays qui n'ont pas atteint ce point culminant de leur évolution ou pour qui le tourisme n'est pas encore un secteur puissant de l'économie, continuent à considérer le tourisme comme un moyen de résoudre les problèmes de développement. C'est le cas en premier lieu des anciens pays socialistes d'Europe de l'Est. Ces sociétés connaissent tardivement la transition socio-économique classique. La planification s'attache essentiellement aux effets économiques positifs à court terme. Le tourisme promet de fournir des emplois, des revenus et des profits sans exiger de grands investissements techniques et financiers. L'expérience des régions touristiquement développées changera peut-être la mentalité des planificateurs enthousiastes et axés sur le profit et sur celle de leurs sociétés.

Une région touristique développée

Les Alpes européennes s'étendent sur environ 1 000 km et séparent les plaines européennes du Bassin méditerranéen par une ceinture large de 250 km. Elles sont quadrillées par un réseau de 405 000 km de voies de communication d'une grande importance économique. Plus de 40 000 pistes de ski y ont été aménagées récemment. En une heure, 1 200 000 personnes peuvent être transportées au sommet des montagnes par téléphérique. Environ 110 millions de touristes par an y passent leurs vacances. Les sta-

tions alpines sont la destination de deux touristes européens sur cinq. Près de 25 % des gains mondiaux réalisés par l'industrie du tourisme sont liés à ce site naturel et culturel. Les Alpes sont la destination touristique la plus prisée d'Europe, juste après le Bassin méditerranéen.

Dans les années 50, elles sont devenues l'attraction touristique majeure rassemblant des foules avides de loisirs. L'urbanisation intense est une véritable menace car une grande partie de la montagne risque bientôt d'être complètement habitée et aménagée. La vision d'une mégalopole où les zones de peuplement se fondent en une zone urbaine uniforme n'est plus une simple projection futuriste en noir et blanc. Elle est devenue réalité dans une grande partie des plaines alpines entre Grenoble et Turin, Munich et Milan, Genève et Zurich, Salzbourg et Ljubljana ou Vienne et Zagreb. "Alpinopolis", la cité panalpine, prend lentement forme. Elle se prolonge par une zone urbaine dotée d'installations de loisirs, qu'un auteur appelle "Pensionopolis", située sur les hauteurs. Les principaux agents de cette évolution sont les citadins qui, une fois à la retraite, s'installent définitivement dans leurs résidences secondaires. Le style de vie urbain chasse le mode de vie rural. Il ne reste plus aux agriculteurs que des versants montagneux coincés entre les jeux organisés des hautes Alpes et les mégalopoles de la vallée, urbanisées, polluées et saturées. Le tunnel, plusieurs lignes de chemin de fer rapides (ICE, TGV, Pendolino) et les nouvelles autoroutes mettront avant 1995, les Alpes à la portée de tous les Européens en quelques heures de route seulement.

Le nombre de touristes et les raisons qui les poussent à aller à la montagne commencent à préoccuper les habitants des régions alpines. De nos jours, les visiteurs veulent le plus souvent faire du ski ou exploiter les autres sources de loisirs qu'offre la montagne. Autrefois, les communes ont encouragé les sports d'hiver. A cette fin, il a fallu abattre des forêts et modifier les pentes à coups de bulldozers. On a installé des téléphériques et des remontes-pentes. Les constructions bouchent souvent la vue des montagnes. Les catastrophes naturelles sont devenues plus fréquentes. Des ouvrages techniques ont entraîné l'assèchement de nombreux cours d'eau. Sur les pistes de ski, la neige tassée par les machines met beaucoup plus de temps à fondre. La préparation artificielle de la neige avec des produits chimiques (durcissement) a porté préjudice à la flore et à la faune. On ne peut ignorer, néanmoins, que la construction de ces installations de loisirs n'est pas étrangère à la dynamique de la région, notamment à l'accroissement démographique, au développement des structures urbaines et à l'augmentation des recettes fiscales.

Fixer des limites

Dans ces conditions, plusieurs pays ont récemment fixé des restrictions: interdiction de construire de nouveaux téléphériques; restrictions sur l'usage des canons à neige et des substances chimiques; demande de traitement adéquat des eaux usées dans le cadre de la protection de l'environnement. Les considérations actuelles qui résultent de la saturation structurelle diffèrent de celles du passé. Toutefois, on trouve toujours des solutions techniques ou des innovations qui contournent la loi: au lieu d'une cabine de téléphérique à deux places, on installe sur le même site un nouveau téléphérique à quatre places; on décuple la vitesse de déplacement des téléphériques; la couche de neige est artificiellement épaissie par l'usage constant de machines à fabriquer de la neige pendant les périodes autorisées; sur l'emplacement des parcs de stationnement à un seul niveau, on en construit à plusieurs niveaux. Mais, parallèlement à de telles actions, on opère aussi d'autres interventions peu traditionnelles. Elles ne sont pas toutes axées sur le profit. Certaines routes panoramiques (Grossglockner) sont fermées à la circulation pour une durée déterminée lorsqu'elles sont saturées. De vastes zones ont été transformées en parcs nationaux (Tauern, Triglav) ou sont protégées de quelque autre manière. L'accès à certains beaux sites de montagne n'est permis qu'à des groupes qui prennent un transport en commun à l'endroit où ils ont garé leur voiture (Zermatt). Sur les lacs, on autorise uniquement la navigation de bateaux propulsés par une énergie respectueuse de l'environnement (Bled). Les draps de lit doivent être apportés par les touristes eux-mêmes car il ne faut pas les laver dans les chalets alpins (Allgäu). Dans certains endroits, on parque les touristes dans des "ghettos", où l'on concentre les constructions et les installations qui leur sont destinées. L'accès à d'autres zones n'est autorisé que sur demande. Les touristes sont alors accompagnés par un guide agréé. Il est surprenant de constater que de nombreux visiteurs apprécient ces nouvelles modalités.

Les politiques précitées ont trouvé un champ d'application dans les régions touristiques traditionnelles. Les habitants, notamment les jeunes, remettent en question l'essor des vingt dernières années. Certaines de leurs objections valent la peine d'être mentionnées ici. Elles peuvent être étudiées là où des communautés envisagent des aménagements touristiques et ont affaire à des sites montagneux aussi remarquables.

Le tourisme enrave l'émigration, mais aggrave l'immigration, la densité de population et les emplois saisonniers. L'habitat se concentre dans des zones où moins de 10 % de la population actuelle vit depuis des siècles ou bien dans des zones restées vierges de toute présence humaine. Le tourisme emploie à un rythme accru la main-d'œuvre la moins qualifiée. Ces travailleurs viennent souvent d'autres régions et s'installent pour de bon, modifiant ainsi les structures démographiques traditionnelles et les particularismes

régionaux. Les ressortissants des pays "exportateurs de loisirs", comme l'Allemagne et le Japon, achètent des biens immobiliers, ce qui a pour résultat de gonfler les prix pour la population autochtone. Le tourisme engendre un universalisme anglo-saxon. Ce n'est pas un secteur économique aussi fiable que le prétendaient les experts ou que l'on pouvait le croire de prime abord. Les conditions naturelles (climat, manque de neige) et socio-économiques (récession, instabilité politique) influent considérablement sur le tourisme. Des branches économiques non touristiques (agriculture, sylviculture, bâtiment) sont assujetties à la branche maîtresse de l'économie, le tourisme, qui aménage la zone, et l'infrastructure économique selon ses propres besoins. Les organismes multinationaux et multirégionaux deviennent un facteur dominant de l'économie locale (hôtels, restaurants, organismes transnationaux).

Développement du tourisme d'hiver en Europe centrale

La plupart des anciens pays socialistes d'Europe centrale estiment que le chemin de la prospérité par le biais de l'économie de marché sera moins difficile si l'on encourage et développe le tourisme. Ils entendent promouvoir l'essor de leurs zones montagneuses en même temps que celui des capitales et en partie du littoral. L'arc formé par les Carpates et les montagnes de la péninsule balkanique appartient à dix anciens pays socialistes. Cet ensemble montagneux est semblable aux Alpes par son étendue. En certains endroits le tourisme se pratique depuis des siècles notamment dans les stations climatiques qui reposent sur les cures d'eaux thermales et minérales. Les jeux Olympiques d'hiver s'y sont déroulés à Sarajevo en 1984. Toutefois, il n'y a que quelques centres de sports d'hiver connus. On fait régulièrement de la publicité pour certains d'entre eux mais ils n'ont jamais été particulièrement appréciés dans les pays occidentaux. Les membres de la haute société mondiale dont les noms apparaissent régulièrement sur la liste des hôtes des stations alpines n'ont jamais fréquenté ces montagnes. Malgré les performances de haut niveau des skieurs locaux, la Fédération internationale de ski (FIS) a rarement accepté que les championnats du monde se déroulent derrière le "rideau de fer".

Les hommes politiques "de la nouvelle vague" blâment l'ancien régime de la situation dont ils ont hérité. L'idéologie communiste faisait obstacle au tourisme et à son développement. Les promoteurs, encouragés par les profits que l'on a pu tirer ailleurs de ce secteur économique, ont tendance à présenter à développer le tourisme à grande échelle. Ils ont réussi à promouvoir le tourisme urbain comme, par exemple, à Prague, Budapest, Sofia. Mais, malgré l'ouverture des frontières, les prix bas et les équipements de loisirs attrayants, il sera extrêmement difficile de promouvoir le tourisme d'hiver et de le rendre compétitif à l'échelon international. Les conditions géopolitiques, l'héritage économi-

que et la pollution de l'environnement constituent des entraves à cette évolution.

Les nations se désintègrent, des révolutions ont éclaté. De nombreux plans d'aménagement restent lettre morte. Les gouvernements ne trouvent pas d'investisseurs. Les touristes ont peur de se rendre dans certains lieux. Depuis des dizaines d'années, le tourisme est ici considéré comme un vestige de l'époque bourgeoise, dont les composantes (hôtels, stations climatiques) doivent être balayées le plus tôt possible. Les habitants des stations ont trouvé un emploi dans les nouveaux centres industriels, notamment métallurgiques. Il faut donc se rappeler à l'esprit que les habitants de la plupart des régions d'Europe centrale ne connaissent pas le tourisme commercial et n'ont pas de rapport avec lui depuis cinquante ans. Des études récentes corroborent les rumeurs alarmantes sur la dégradation de l'environnement naturel. La pollution est en moyenne plus forte que dans les Alpes. Elle n'est pas due, comme dans la région alpine, à l'urbanisation, aux transports ou au tourisme, mais principalement à une vaste industrialisation vieille d'un demi-siècle. Les experts ont fourni des données sur l'ampleur considérable de la pollution engendrée par les métaux, le zinc et le cadmium en particulier. On observe la plus forte concentration de métaux lourds dans les Carpates occidentales et centrales, notamment dans le massif montagneux des Tatras. Plusieurs études exposent des problèmes liés à la construction de centrales électriques comme la présence d'anhydride sulfureux dans l'atmosphère ainsi que de soufre et d'autres produits chimiques dans le sol. Excepté en Bulgarie, on a relevé des doses d'anhydride sulfureux deux à trois fois supérieures à celles enregistrées dans les Alpes. En outre, dans certaines régions, la toxicité des eaux, des rivières et des lacs est extrême. Ce phénomène s'explique en partie par la construction de porcheries gigantesques dans toute l'Europe centrale.

Les habitants d'Europe centrale doivent donc envisager avec réalisme le développement du tourisme et l'investissement dans des équipements touristiques pour les régions de montagne. Il faut donc que les futures initiatives soient fondées sur les orientations suivantes:

1. Les équipements touristiques doivent être essentiellement conçus pour les citoyens des pays en question et les habitants des Etats voisins! Dans les Alpes, les origines nationales des touristes ne sont hétérogènes que dans quelques stations de ski à la mode, et ce bien que la population européenne, de nationalités et de pays divers, ne soit qu'à quelques heures de route. Le tourisme d'hiver, notamment, est étroitement lié aux moyens de transport privés sur de courtes distances et à un bon réseau routier.

2. Il faut que la population des villes ait accès aux loisirs! Il faut prendre en compte les intérêts des habitants des grandes villes et des capitales régionales, par exemple Varsovie, Cracovie, Prague, Bratislava, Budapest, Belgrade, Bucarest, Sofia, Istanbul, Athènes, Skopje... Les équipements de loisirs et de

tourisme, adaptés aux grandes villes, seront diversifiés, à la mode, et, par conséquent, sources de profits.

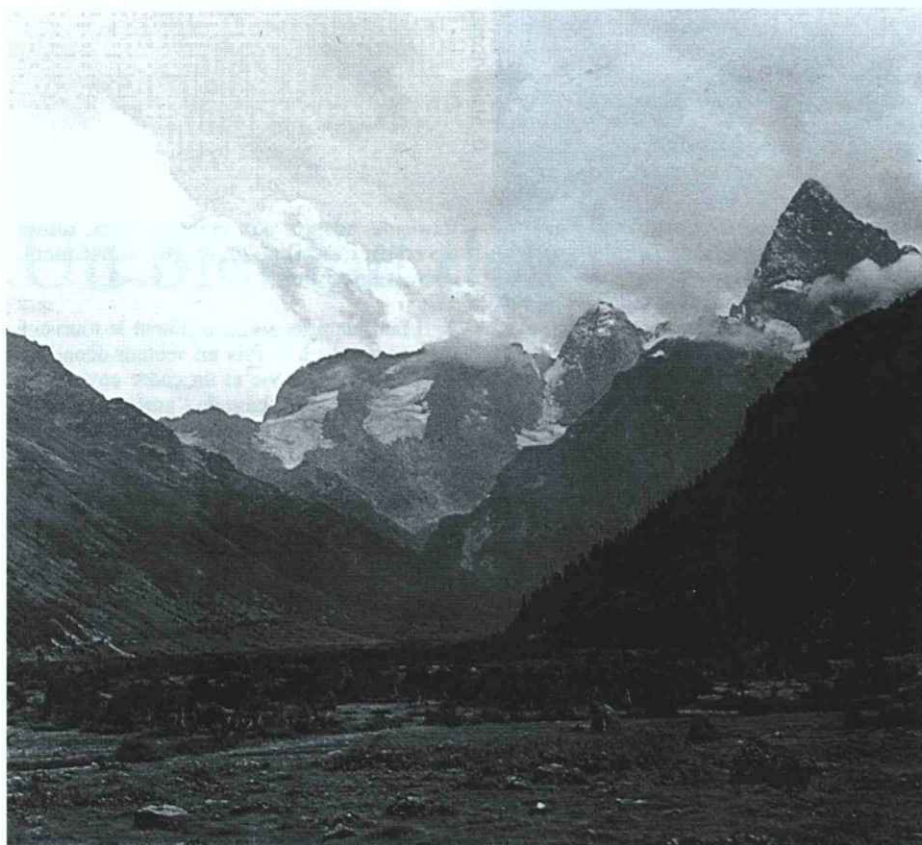
3. Il faut planifier soigneusement le tourisme qui représente à la fois un secteur économique, un mode de vie et un cadre environnemental! A chaque phase de l'aménagement, il faut prendre en compte les aspects écologiques et culturels! Il faut prêter attention aux problèmes: les nouvelles constructions urbaines doivent être variées et fonctionnelles. Il faut empêcher la création d'un habitat dispersé tout en évitant une forte urbanisation. De vastes zones doivent être laissées à l'aménagement des générations futures. Il faut mettre des lieux privilégiés à la disposition des commerces et des installations très rentables. Mais, il faut éviter de bâtir dans des lieux remarquables comme les sites panoramiques ou les corniches, les rives des lacs et des rivières. Il faut tenir compte de la capacité de charge du paysage culturel. Dans les régions sèches, par exemple, il faut considérer qu'un seul touriste peut consommer jusqu'à 800 litres d'eau par jour.

Des villages et de vieux bâtiments, en grande partie abandonnés par les habitants et n'ayant aucun intérêt économique, historique ou culturel particulier pourraient être transformés en lieux de villégiature rentables si l'on procédait aux aménagements voulus et si l'on en faisait la promotion. Dans les programmes d'aménagement, il faut accorder la priorité absolue à la protection de l'environnement puis à l'implantation des services connus et souhaités des citadins.

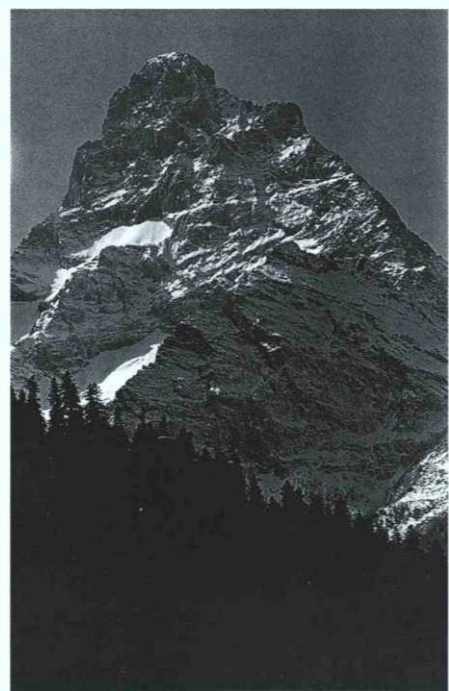
Il faut préserver le caractère multifonctionnel des sites montagneux qui doivent répondre à la fois aux intérêts des touristes, des habitants, de l'industrie touristique et de la société en général. Conformément à cet objectif, il faut protéger certaines zones de montagne contre l'intrusion de l'industrie touristique. Dans l'intérêt de cette dernière, il faut classer parc national telle ou telle zone d'une valeur écologique exceptionnelle.

Mais, une fois de plus, et c'est ce que nous apprend l'expérience alpine, il faut y réfléchir à deux fois avant d'agir!

A. Gosar
Département de géographie
Université de Ljubljana
61001 Ljubljana
Slovénie



P.N. Teberda



P.N. Teberda

Teberda

Amirkhan Amirkhanov
Nadezhda Polivanova

Le parc naturel d'Etat de Teberda est situé dans la république des Karatchaïs-Tcherkesses de la Fédération de Russie, sur les versants nord du Caucase occidental. C'est une zone typique de hautes montagnes et 95 % de la réserve s'étend à une altitude de 2 000 mètres.

A l'origine, le parc visait à conserver le milieu récréatif de Teberda et des massifs forestiers limitrophes, qui présentent tous deux un certain intérêt du point de vue du climat et de la protection des eaux et des sols. La zone est exceptionnelle en raison d'un long passé touristique qui s'est développé en même temps que le parc.

La vallée de Dombay, qui fait partie du parc naturel de Teberda, a une grande renommée, à la fois en Russie et parmi les touristes étrangers fervents de ski alpin.

Située à 1 000 m d'altitude et entourée de chaînes montagneuses, elle est bien abritée, paisible et ensoleillée. La saison de ski alpin s'échelonne de décembre à mars, mais l'entraînement des sportifs se déroule toute l'année au glacier d'Allbek, l'un des plus grands de la région.

La vallée compte plusieurs dizaines de sentiers de promenade, de grande randonnée et de haute montagne, qui offrent des itinéraires

de tous les niveaux de difficulté. Dans la partie touristique de la vallée de Dombay les guides, en liaison avec le personnel scientifique de la réserve, font voir aux touristes les endroits les plus intéressants. Le parc assure la protection d'un grand nombre d'espèces végétales et animales menacées, qui sont répertoriées sur la Liste rouge de Russie: 24 espèces de plantes supérieures, trois espèces de lichens, une espèce de champignon, 12 espèces de vertébrés et 17 espèces d'invertébrés.

Le parc possède un musée d'histoire naturelle, une pépinière de ginseng, des enclos d'animaux sauvages ouverts aux touristes, ainsi que des chevaux de promenade. Il existe depuis 56 ans et a conservé son caractère original.

L'implantation humaine s'est toutefois intensifiée au cours des dix dernières années. La vallée de Dombay est devenue un grand centre touristique qui compte cinq hôtels et de nombreux terrains de camping. Elle s'étend sur 104 hectares, en retrait du parc. L'évacuation des eaux usées et des déchets commence à poser des problèmes. Le réseau d'assainissement, construit il y a une vingtaine d'années, est en mauvais état, et ne suffit plus à absorber la charge croissante, qui dépasse de 15 à 20 fois le seuil admissible et de 50 à 100 fois le seuil optimal. Sur les ver-

sants du mont Musa Achiter, un domaine skiable, aménagé sur 150 hectares, est doté des équipements les plus modernes. Il a fallu détruire 10 000 m³ de superbes épicéas et sapins argentés pour permettre l'aménagement de cette zone. Depuis des risques d'avalanches et de coulées de boue menacent à la fois les routes et les constructions en aval. Le sol a déjà commencé à subir les effets de l'érosion.

Si la mise en valeur écologique de la vallée de Dombay n'est pas, dès à présent, entreprise, la nature risque de se dégrader pour toujours.

A.M. Amirkhanov
Ministère de la Protection de l'Environnement
et des Ressources naturelles
Rue Kedrov, 6, bât.1
117874 Moscou
Fédération de Russie

N.N. Polivanova
Directeur adjoint du parc naturel d'Etat de Teberda
357192 Teberda, Stavropolski Kraï

Délices à haut niveau

Hans Haid

*"Verfluecht sigisch
Du drückiges Gäld, du goldiger Misch
Der hier und überall umen bischt..."*

Depuis quelque temps circule en Suisse un poème vengeur en dialecte allemand maudissant les "messieurs" qui détournent, polluent et bétonnent la montagne à leur seul profit. Cette "malédiction" véhémement et imagée traduit en fait un profond changement intervenu dans nombre de régions des Alpes. L'ère de la résignation est terminée. La culture authentique est redécouverte: dialecte, chants traditionnels et forme rimée pour une intervention toujours un peu magique, enracinée dans la culture.

Une nouvelle identité locale et régionale a donc été recréée. La population alpine a retrouvé une partie de ses qualités: son propre chant, sa propre langue, la conscience de soi, la culture paysanne, avec ses travaux, son habitat et, pour compléter par une note savoureuse, sa propre cuisine.

Nature et culture

De cette identité recouvrée et renforcée est née dans de nombreuses régions des Alpes, une nouvelle forme de résistance. Dans un premier temps, les gens sont sortis de leur résignation. Ils ont choisi de s'aider eux-mêmes et de ne plus dépendre "d'en haut", des pouvoirs publics, des instances officielles. Cette beauté retrouvée de la vie alpine repose sur trois piliers:

- la nouvelle identité de la population alpine,
- la prise de conscience qui permet de lutter contre la résignation,
- l'action avec audace, esprit et résistance (Mut, Witz und Widerstand).

La "malédiction des Alpes", le petit poème né dans le canton des Grisons, réunit ces éléments. On a mis sur un air ancien des paroles nouvelles. Le dialecte traditionnel devient un moyen d'opposition. La poésie est faite de rime et d'esprit aussi. La colère devant la destruction des Alpes s'exprime par la force contenue de la langue opposée à celle des excavatrices et de la technologie lourde.

Le renouveau des coutumes

Depuis quelques années, le 2e samedi du mois d'août, une nouvelle coutume est née: le "feu dans les Alpes" qui manifeste l'engagement des hommes et des femmes. Manifestation empreinte de silence, de beauté, de poésie faite de chansons, de théâtre, d'agapes, de convivialité, d'appels solennels, d'objets symboliques redécouverts.

D'antiques rituels liés au culte et à la magie redeviennent actuels. En 1992, en Suisse, en Autriche et en Bavière, plus de mille feux ont été allumés sur les alpages et les sommets.

L'association internationale "Pro Vita Alpina" a décerné pour la première fois en septembre 1992 le prix "Audace, esprit et résistance" pour l'identité retrouvée dans deux villages de montagne presque abandonnés du Val Maira dans le Piémont. A San Martino superiore trois hommes se sont remis à faire du pain. Maria et Andrea Schneider de San Martino inferiore coopèrent avec eux et se solidarisent avec les montagnards qui ne se résignent pas. Ce sont de petites choses, mais qui font renaître l'espoir: la vie peut encore être belle dans la montagne. Le pain est délicieux.

La cuisine du restaurant "Borgata" de San Martino est excellente. Dans ce nouveau climat la culture passe par la tête, l'estomac et le coeur.

Initiatives

Les délicieuses herbes aromatiques de la Kräuterinitiative de la vallée du Poschlav, les plantes séchées à Matsch dans le sud Tyrol à plus de 1 600 mètres d'altitude, les simples que les femmes de la vallée de la Tech mettent dans des sachets de lin agrémentent la cuisine de bien des maîtresses de maison et de nombreux restaurants typiques, voire gastronomiques. Les recettes et les informations rassemblées dans le nouveau livre de cuisine de l'"Iniziativa da las Alps", permettent de varier agréablement l'ordinaire de plus d'un foyer alpin. Les Alpes sont en ébullition, au propre dans les cuisines, comme au figuré, et les citoyens s'unissent pour s'opposer à la destruction des Alpes par le développement excessif des communications, le cauchemar de la circulation en transit, les champs de béton, les alpages engloutis par les eaux.

La poésie porte sa charge de subversion.

L'amour passe par l'estomac. L'identité retrouvée des populations alpines s'enrichit de nouvelles gourmandises, de nouvelles initiatives et d'un parfum nouveau.

Dans une vieille ferme d'Innervillgraten (Est-Tyrol, Autriche), la recette traditionnelle pour la préparation de l'agneau a été portée à un niveau de raffinement inégalable. L'agneau de Villgrat est un bon exemple de commercialisation directe d'un produit du terroir de

haute qualité. L'auberge locale qui le propose à ses clients a reçu, à juste titre, une distinction des plus convoitées des restaurateurs.

L'identité des Alpes est liée entre autres à une production de qualité et à forte valeur ajoutée.

Il ne s'agit pas de nostalgie ni de rêverie. Grâce aux traditions passées, à la sagesse ancienne habillée de neuf, à une adaptation des rites, des usages, des moeurs au monde contemporain, dans un nouvel élan vital et joyeux, c'est plein d'espoir que nous nous acheminons vers la fin de ce siècle.

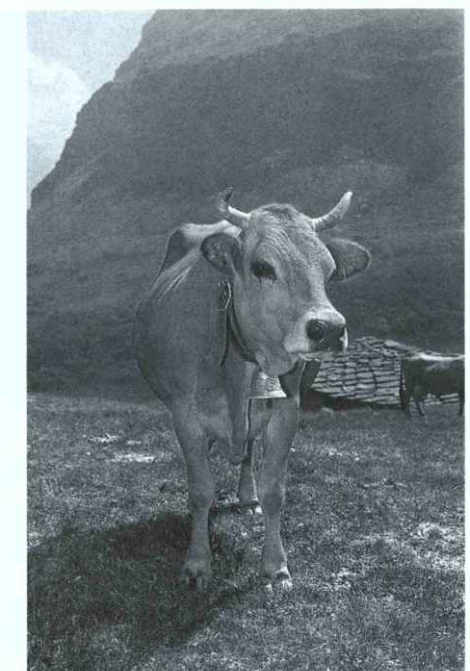
Les perspectives sont bonnes. Nous comptons maintenant plus de 130 initiatives économiques nouvelles et plus de 200 initiatives de citoyens qui veulent sauver l'espace alpin.

Il nous faut agir avec esprit et poésie.

Le sauvetage de l'espace alpin? Il n'y a certes pas là de plan d'ensemble, de grand projet d'assainissement, mais c'est le ferment indispensable de l'innovation, comme le sel, le poivre ou la levure, sont indispensables à la saveur de nos plats.

H. Haid
Feldweg 8/28
A-6111 Volders

Vache tarentaise. A chaque région sa race de vache, à chaque vache son lait dont on fait le fromage régional, ambassadeur gastronomique.



R. Humler

Utilisation rationnelle des ressources naturelles

Fritz Sieren
Peter Friedrich Sieben

En mars, dans le Caucase du Nord, une douce brise souffle déjà sur les pentes sud déneigées. Quand la ficairie, l'arum et le tussilage sortent de terre, on sent déjà le printemps, on l'entend dans le chant des grives, dans l'appel des mésanges et dans le tambourinement inlassable des pics. L'eau de dégel dévale les montagnes en bruissant. La forêt se met à revivre après le long et rigoureux hiver.

Les versants nord des contreforts montagneux sont encore en partie enneigés. Ils sont à l'ombre des 5600 mètres du puissant Elbrouz, massif habité par les Kabardins venus de la steppe et par le peuple montagnard des Balkari.

En haut, tout est solitaire. Depuis que nous avons quitté la ville de Naltchik, nous n'avons rencontré que quelques petits villages. Le temps semble figé. Les petits villages modestes, les champs immenses et, désormais, les maigres plantations de fruits marquent le paysage. Les maisons "qui rappellent le bon temps", les localités dépourvues de nouvelles constructions, de supermarchés, de feux rouges aux carrefours et de trottoirs ont un aspect romantique.

Ce qui nous rend si nostalgiques et qui nous fait un peu honte ce n'est pas le folklore paysan conservé à grands frais que l'on trouve souvent dans les Alpes allemandes et autrichiennes, c'est la pauvreté et le bas niveau de développement, l'absence d'infrastructures modernes et l'état ancien qui subsiste en ce

lieu. C'est bien beau pour le visiteur, mais c'est plus dur pour la vie quotidienne des habitants aux prises avec les privations.

Scènes de chasse

Peu de temps avant l'aube, nous nous enfonçons dans la sombre forêt: d'abord dans un véhicule tous terrains, puis à pied, pour la chasse. La veille au soir, le forestier m'avait dit qu'on trouverait des sangliers. Depuis que l'agriculture est intensive, leur nombre s'est multiplié. Autrefois, les dégâts qu'ils provoquaient n'étaient guère sensibles. Aujourd'hui où, même en Russie, la mentalité économique doit l'emporter, les chasseurs de la région viennent avec leurs vieux fusils, parfois dépourvu de téléobjectif, pour adapter l'effectif du gibier à la mesure qui convient au paysage. Or, l'argent manque pour les mesures de protection.

La situation est aggravée par le fait qu'en raison de la foi islamique en vigueur dans cette région, les habitants ne chassent pas volontiers le sanglier parce qu'il n'en mangent pas la viande et que beaucoup même ne veulent pas toucher cet animal tué et le livrent au loup, à l'ours et au renard. Voilà pourquoi les chasseurs étrangers, qui paient cher ce que les forestiers et les paysans considèrent comme un travail déplaisant, sont les bienvenus.

Mon guide de chasse et moi-même sommes parvenus à un petit plateau couvert d'un bois

clairsemé proche de la lisière des arbres. Me retournant, j'admire la perspective de ce magnifique paysage qui ne craint pas la comparaison avec les Alpes. D'un coup de coude, le guide de chasse me montre à près de 150 mètres un sanglier en train de fouger. "Un papa-kaban", c'est-à-dire un solitaire, me chuchote-t-il en me faisant signe de tirer.

Plus facile à dire qu'à faire. Les buissons sont peu commodes pour ajuster le fusil et, faute d'appui, je renonce à tirer à cette distance. Prudemment, je me couche sur le ventre et je rampe vers un bouleau abattu. Le vent est favorable et l'herbe humide ne fait pas de bruit.

Pourtant c'est l'échec. Un rameau se coince et casse, alertant le colosse. Furieux, il s'ébroue bruyamment et s'en va.

Il n'y a pas plus d'une heure que nous avons commencé la chasse qu'une nouvelle occasion se présente. Le chemin forestier débouche dans une clairière dont nous nous approchons prudemment. Une compagnie d'au moins vingt sangliers est là en train de fouger dans la prairie. Sans doute réhabitué à la nature, je réussis à m'approcher sans me faire voir et surtout sans me faire entendre.

D'abord, nous nous contentons de regarder. Quelle pièce faut-il tirer? C'est alors que le guide de chasse montre un puissant solitaire qui viande un peu à l'écart. J'ai une bonne vue et au moment où le reste de la troupe se lève et disparaît, le solitaire n'entendra sans doute même pas le coup de fusil.

Vers midi, nous rencontrons deux autres guides de chasse à une croisée de chemins. Sur le sol moussu de la forêt nous étendons une grande toile que nous chargeons de saucisses, fromage, beurre et pain, le tout assaisonné d'une sorte de ciboulette que nous avons cueillie sur les bords d'un ruisseau. Le thé fume dans les tasses. Je ne suis plus un spectateur, je suis une partie de la nature.

L'air frais, l'activité corporelle, la chasse passionnante et la nourriture revigorante éveillent un sentiment d'aise et l'Allemagne, avec tout son imposant confort, apparaît bien lointaine.

Soutenir l'économie locale

Je pensai "Les chasseurs que nous sommes sont bien des fous". Payer autant pour une semaine de chasse que pour des vacances dans un hôtel cinq étoiles, habiter dans de vieilles demeures que les propriétaires voudraient bien moderniser s'ils en avaient les moyens. Nous n'y voyons pas d'inconvénient malgré l'absence de douche ou la nécessité de partager les toilettes.

L'homme, ayant occupé les endroits les plus accessibles d'Europe, faune et flore durent modifier leurs habitats, ou bien disparaître. Les régions montagneuses offraient, et offrent toujours, un refuge à beaucoup d'espèces, dont des espèces de gibier.

L'utilisation rationnelle, c'est-à-dire une chasse bien gérée et réglementée, peut soutenir les populations des régions de montagne par une chasse touristique, avec ses aspects bénéfiques, utilisant des ressources locales et régionales, telles que guides, auberges, transport et primes. Un ensemble qui pourrait se révéler être une source naturelle renouvelable de revenus. La même chose peut se vérifier pour d'autres activités réglementées et gérées décrites dans ce numéro.



Dans le piémont du Caucase

En ce sens, ce sont justement les chasseurs qui s'adonnent au tourisme que réclament sans cesse des protecteurs de la nature et des associations de défense de l'environnement. Il n'est pas nécessaire de couper une forêt pour élever un complexe hôtelier avec des capitaux étrangers, ni un parc de loisirs, ni des remonte-pente, ni des chemins aménagés pour la masse afin d'attirer de plus en plus les touristes pendant une brève saison.

Il n'est pas nécessaire de recruter des travailleurs venus des villes pour servir à des hôtes difficiles une cuisine raffinée ou pour leur offrir un service parfait. Là, sur la clairière, on ne saurait trouver de meilleur repas que celui qu'on a préparé à la maison. Il ne saurait y avoir de meilleur service que l'amabilité des guides de chasse.

Bien qu'il soit agréable de se coucher sur la clairière, nous voulons continuer la chasse. Nos deux guides de chasse s'occupent du solitaire abattu. En ville on trouve des acheteurs.

Dans les prochains jours, je tuerai encore quelques sangliers. Nous apercevons les traces d'un "miedvied", un ours que le soleil printanier a fait sortir tôt de sa caverne. Nous rencontrons des hardes de sikas et deux grands cerfs qui ont déjà frayé leur tête. Nous rencontrons même une fois un faon ravi par les loups dont il ne reste plus qu'une poignée de poils, les pattes détachées, la tête et l'épine dorsale rongées.

Le temps ne nous a pas été favorable. La bruine et le brouillard marquaient nos journées, mais c'était plus agréable qu'en hiver quand les tempêtes de neige, coupantes comme des couteaux, figent les membres. Alors personne ne se risque dans cette région, ni le touriste normal, ni "les chasseurs" qui chassent le sanglier à courre. Voilà comment le tourisme se présente toute l'année.

En regagnant nos voitures, nous avons vu le brouillard se dissiper et pour la première fois le ciel bleu. Le regard s'étendait aux blanches chaînes de montagnes du Haut Caucase qui semblaient couronner le vieux pavillon de chasse. Les forêts vierges du piémont entourant d'un cordon noir la base des montagnes abritent les sangliers que nous avons chassés.

C'est ce qui nous a été confirmé lorsque notre guide de chasse nous a invités à la taverne du village pour le verre d'adieu. L'aubergiste et plusieurs villageois attendaient déjà, car la présence de deux chasseurs leur avait été signalée par la rumeur.

"Il faut voir comment cela se passe en automne et en hiver, disait l'aubergiste, quand les chasseurs se réunissent pour les grandes chasses à courre. On dirait une fête populaire."

Le bonheur des villageois est compréhensible, a expliqué le guide de chasse. Si quatre ou cinq fois par an il n'y avait pas les groupes de huit à dix chasseurs, l'auberge serait fermée depuis longtemps. Même en été, les

chasseurs s'y arrêtent et apportent un revenu régulier à l'aubergiste et à sa famille.

J'étais étonné de voir combien de personnes tirent parti de la chasse dans la région. Chaque fois, une vingtaine de villageois participent à la chasse comme rabatteurs auxquels s'ajoutent les guides de chasse et les assistants. Quelques paysans mettent leurs chevaux à la disposition des chasseurs pour lesquels il faut faire des achats, préparer les repas et les logements.

Plusieurs familles seraient parties depuis longtemps en ville sans l'appoint que leur apportent les chasseurs. Un guide de chasse peut même gagner suffisamment pour vivre de la présence des chasseurs.

Il est heureux cependant que malgré les avantages économiques que les habitants tirent de leur région peu structurée, personne n'ait cherché à "nous exploiter financièrement" et que tous nous aient traités en amis. Pour partager pendant quelques jours la vie de ces hommes et leur enthousiasme pour un monde de montagne encore intact. Nous reviendrons. ■

F. Sieren
P. F. Sieben
An der Ebenau 37
D-5788 Winterberg-Züschen.



B. Wismann

Alpinisme : protéger d'abord

Josef Klenner

L'histoire de l'alpinisme remonte au début du siècle dernier. Des associations et clubs se sont d'abord constitués, puis n'ont pas tardé à former des fédérations nationales. C'est ainsi que six fédérations se sont constituées entre 1857 et 1874. Le pionnier a été l'Alpine Club anglais, bientôt suivi par l'österreichischer Alpenverein, le Schweizer Alpenclub, le Club Alpino Italiano, le Deutscher Alpenverein et le Club alpin français.

Il s'agissait à l'origine de mener des recherches scientifiques et d'ouvrir les Alpes aux marcheurs et aux touristes. A cet effet, des refuges et des sentiers alpins ont été aménagés. Peu après, une association de sauvetage et de guides de montagne s'est constituée.

Ce désenclavement touristique avait principalement pour but de remédier à la grande pauvreté qui était le lot des villages isolés. Les préoccupations sociales étaient alors prioritaires.

Le développement des associations alpines dans chacun des pays est allé dans une large mesure de pair avec l'évolution de la société. C'est ce qui explique des différences parfois considérables dans le développement des clubs alpins et la diversité de l'image qu'ils présentent actuellement.

Dans les décennies qui ont suivi, d'autres associations alpines ont été fondées qui subsistent aujourd'hui encore. Ainsi, dans bien des pays devenus indépendants après le démantèlement du bloc de l'Est et de l'URSS, on a fondé des associations d'alpinistes. Historiquement, il est à noter que l'Association alpine du Sud-Tyrol a été fondée en 1945 bien que le Club Alpino Italiano existât depuis longtemps. L'évolution historique du Sud-Tyrol n'est évidemment pas étrangère à cette création.

On pourrait encore citer toute une série de particularités de l'histoire des débuts des clubs alpins et en remplir un gros volume.

Tâches multiples

Avec le temps, les tâches des clubs alpins ont évolué et se sont diversifiées, en fonction notamment du massif montagneux en cause. Une comparaison des priorités montre en effet qu'elles doivent être évaluées différemment lorsqu'il s'agit des Alpes ou de l'Himalaya ou encore des Andes.

C'est ainsi que l'on peut distinguer aujourd'hui, du moins en Europe, trois niveaux d'activité pour les associations alpines: les plans national, le plan local et le plan international ou mondial.

En examinant dans un premier temps les tâches nationales des associations alpines européennes l'on peut relever tout une série de missions très proches.

La formation des alpinistes jeunes et adultes a toujours été un souci dominant; La formation des alpinistes aux techniques de sécurité a permis une réduction constante du nombre des accidents. Par ailleurs, l'idée d'une responsabilité à l'égard de la protection de la nature tient une place de plus en plus large dans les travaux des associations alpines. Les pressions croissantes exercées sur l'espace alpin par les transports, le tourisme et les facteurs atmosphériques exigent des mesures urgentes. Les associations d'alpinistes ont à cet égard un rôle important à jouer.

Une autre de leurs tâches premières consiste à entretenir les sentiers et les refuges que les alpinistes, aujourd'hui comme hier, utilisent comme abri pour la nuit et comme base. L'alimentation des refuges en énergie et en eau potable ainsi que l'évacuation des déchets et des excréments présentent de grandes difficultés. Autrefois, les refuges n'étaient utilisés que par un petit nombre d'alpinistes ou de rares groupes, mais aujourd'hui à certaines périodes, en semaine ou en fin de semaine, les refuges sont littéralement pris d'assaut par les vacanciers, d'où la nécessité de nouvelles techniques pour leur approvisionnement et leur nettoyage. La situation de ces constructions, isolées et en altitude, est à l'évidence un élément particulièrement important: il existe des procédés pour le traitement des eaux usées qui fonctionnent bien dans les vallées, mais qui ne peuvent être mis en oeuvre dans les conditions climatiques qui sont celles des refuges.

Toute une série de sports nouveaux ont fait leur apparition ces dernières années, surtout en haute et moyenne montagne, notamment le deltaplane, le parapente et le vélo tous terrains (VTT). Les associations d'alpinistes n'ont certes pas lancé ni adopté ces sports, mais leur pratique n'est pas sans incidences pour elles.

Il en va différemment de l'escalade qui a pris un essor considérable dans les quinze dernières années, au point, tout récemment, de prendre rang dans les disciplines de compétition. L'escalade proprement dite fait partie de l'alpinisme auquel elle a ouvert de nouveaux horizons, la compétition se pratique uniquement en salle à l'aide de structures artificielles.

Effective collaboration internationale

Au plan local, dans l'espace alpin par exemple, les associations alpines collaborent et mettent en commun leur expérience depuis plusieurs dizaines d'années. La recherche scientifique a longtemps été un lien puissant. Aujourd'hui ce sont surtout la protection de la nature, l'entretien et la gestion des refuges qui appellent des solutions communes. D'ailleurs, ces deux domaines sont indissolublement liés.



H. Mägdefran

En ce qui concerne l'espace alpin, les conceptions nationales de protection de la nature sont dépourvues de sens si elles ne s'inscrivent pas dans un projet transfrontalier pour l'ensemble de cet espace. Les clubs alpins collaborent ainsi depuis des années. Leur but principal est de réduire autant que possible les pressions sans léser les intérêts légitimes de la population locale, surtout s'agissant du développement touristique des régions.

En ce qui concerne les refuges alpins, les missions sont les mêmes pour toutes les associations, que ce soit dans l'est du massif alpin ou dans la région du Mont Blanc. La mise au point de nouvelles techniques n'est jamais terminée et il faudra la poursuivre en commun.

Si dans l'espace européen, les tâches et les thèmes intéressant les associations alpines se présentent de façon assez semblables, au plan mondial les situations divergent fortement. Les conditions écologiques, géographiques et sociales sont trop différentes pour qu'on puisse appliquer les mêmes critères.

Dans ces conditions, la coordination des activités et des objectifs est extrêmement difficile. Cette tâche complexe est confiée pour l'essentiel à l'Union internationale des associations d'alpinisme (UIAA), fondée en 1932. Pour des diverses missions, l'Union dispose de commissions internationales d'experts pour la protection de la montagne, la sécurité, les expéditions, la médecine et l'alpinisme. Comme les tâches qui lui incombent sont de plus en plus lourdes et complexes, l'UIAA est destinée à prendre une importance croissante.

Depuis plusieurs années, on a pu le constater, les tâches assumées par les clubs alpins ont beaucoup changé. Outre les préoccupations de politique sociale, c'est le souci de protéger la nature et l'espace alpin qui apparaît aujourd'hui prioritaire. Le fait qu'elles se chargent de ces tâches importantes montre que les associations alpines ne sauraient être considérées isolément. Elles s'inscrivent à tous les époques dans les structures de la société. Cela reste vrai dans la perspective de l'Europe unie.

J. Klenner
Président
Deutscher Alpenverein
Alpenvereinshaus
Praterinsel
D-8000 Munich 22



C.S. Madmolea

L'Oural

Yuri Badenkov

Le démantèlement de l'Union soviétique a entraîné pour la Russie la perte de nombreuses régions de montagne qui faisaient historiquement partie de l'Empire russe: la Transcaucasie, l'Asie centrale et le Kazakhstan, les Carpates et la Crimée. Toutefois, les zones montagneuses couvrent encore près de 40 % du territoire de la Russie actuelle. Les montagnes de la Russie d'Europe sont l'Oural, le Caucase du Nord et les montagnes subpolaires de la péninsule de Kola. La Russie d'Asie possède les montagnes de la Sibérie méridionale (les monts de l'Altaï, de Saïan, du Baïkal), celles de la partie extrême-orientale Sikhote-Alin, Kamtchatka, Tchoukotka) et les montagnes de la Sibérie orientale.

Les zones montagneuses de la Russie ont en commun des problèmes particuliers:

- leur caractère périphérique et marginal par rapport aux plaines plus développées;
- les politiques économiques interventionnistes mises en oeuvre par le "centre" pour l'exploitation des ressources naturelles de ces régions (minières, biologiques, hydro-électriques, touristiques);
- l'absence de prise en compte des intérêts de la population montagnarde autochtone et minoritaire;
- la dégradation de l'environnement et l'épuisement de ses ressources naturelles (biologiques notamment).

En Russie, il n'y a pas vraiment de politique gouvernementale visant à favoriser le développement régional durable des zones montagneuses comme il en existe, par exemple, dans les régions alpines d'Europe (France, Suisse).

Ce manque de soutien juridique et économique au développement explique le caractère conflictuel qu'il revêt actuellement tant dans le domaine socio-politique (conflits ethniques dans le Caucase du Nord, la République de Touva et la région de la Bachkirie), qu'en matière de conservation et de gestion (Altaï, Oural, Caucase du nord, massifs de Khibin dans la péninsule de Kola, Kamtchatka).

L'adoption du nouveau modèle de développement économique (passage du monopole d'Etat à l'économie de marché) s'est traduit par plusieurs changements concernant notamment le classement de certaines zones, la protection de l'environnement et le tourisme. Les organisations gouvernementales et non gouvernementales expriment le souhait (et s'efforcent de le réaliser) de créer de nouveaux parcs nationaux sur les modèles ouest-européen et américain. Cette évolution peut paraître positive. Toutefois, la crise économique qui touche le pays conduit à accorder la priorité à l'exploitation commerciale de l'afflux présumé de touristes occidentaux dans les parcs nationaux (bien que l'idée soit plutôt irréaliste vu le faible niveau d'infrastructure) sans tenir le moindre compte des intérêts et des traditions des communautés montagnardes. De nombreux parcs sont créés sur la base des zones protégées antérieures ou les remplacent, faisant ainsi disparaître le réseau de réserves existant jusque-là en URSS et détruisant la biodiversité des zones de montagne.

Ces nouvelles tendances de l'aménagement et de la conservation de l'environnement sont en contradiction avec les recommandations de la Conférence de Rio.

Il est évident que l'élaboration pour les zones de montagne d'une politique régionale tenant dûment compte de leurs caractéristiques historiques et nationales sera pour la Russie une oeuvre difficile et de longue haleine. L'expérience européenne (Convention sur la protection des Alpes, par exemple) peut être extrêmement utile aux décideurs, aux spécia-

listes de l'environnement et aux écologistes de ce pays. Les mouvements en faveur de l'instauration d'un statut spécial pour les régions de montagne se développent considérablement dans les républiques montagneuses comme celles de l'Altaï, du Daghestan et de Touva. Toutefois, le parlement de Russie n'a encore fait aucun pas dans cette direction.

Les régions montagneuses de Russie, qui possèdent une diversité naturelle et ethnoculturelle remarquable ont d'urgence besoin de plans de développement durable diversifiés et spécialement adaptés tenant compte des facteurs naturels, des traditions culturelles et de la nécessité de protéger l'environnement.

Oural: la remise en état de l'environnement est-elle possible?

Les montagnes de l'Oural et les chaînes voisines s'étendent vers le sud en une bande étroite (100 à 400 km de large) de l'océan Arctique aux zones semi-désertiques du Kazakhstan. Longues de plus de 2 500 km, elles forment en partie la frontière qui sépare les plaines d'Europe de l'Est de celles de la Sibérie occidentale et le continent européen du continent asiatique. Les points culminants se trouvent dans l'Oural subpolaire (mont Narodnaïa, 1 875 m), l'Oural septentrional (mont Telpos-Iz, 1 617 m) et l'Oural méridional (mont Iaman-Tau, 1 640 m). Les collines de l'Oural central n'excèdent généralement pas 600 à 800 m.

L'Oural est une importante barrière climatique: son versant occidental reçoit 600 à 800 mm de précipitations (1 200 à 1 500 mm dans la zone subpolaire), tandis que son versant oriental en reçoit 200 à 300 mm de moins.

Ses paysages caractéristiques sont la taïga et la taïga de montagne se combinant diversement avec des forêts mixtes et feuillues dans le sud. Malgré une diminution sensible de leur superficie due à une exploitation multi-séculaire, les forêts couvrent encore près de 60 % du territoire.

Un peu d'histoire

L'Oural fait partie des grandes régions économiques de la Russie. Ses ressources naturelles ont été massivement exploitées pendant plus de sept siècles. Avant que les Russes ne s'y installent, la population autochtone se composait d'éleveurs nomades dans le sud (Bachkirs, Tchouvaches, Tatars) et vivait de chasse, de pêche et d'élevage du renne dans le nord (Komis, Nenets, Khantes). Les activités économiques de la région étaient dispersées et ne nuisaient pas à l'environnement naturel. Conformément à leurs traditions religieuses et culturelles, les tribus de l'Oural protégeaient les rochers, les arbres, les cavernes, les lacs et les bois.

A partir de la fin du XVIIIe siècle, les entrepreneurs russes commencèrent à étendre leurs activités jusqu'à l'Oural et à exploiter massi-

vement ses ressources naturelles (surtout les minerais). Le développement de l'activité minière dans cette zone (plus de 12 000 gisements miniers furent découverts) s'accompagna d'une déforestation et de la formation d'un réseau de villes industrielles qui, pour l'essentiel, existe encore aujourd'hui.

Durant la seconde guerre mondiale, les grandes entreprises quittèrent les régions occidentales de l'URSS pour s'installer dans l'Oural. Une puissante région industrielle spécialisée dans la fabrication d'armement se créa en très peu de temps. Cette spécialisation se maintint pendant les années de "guerre froide".

Ce développement unidimensionnel de la région ouralienne dans l'ex-URSS explique son statut particulier de zone "fermée et secrète" et a déterminé la politique de gestion et d'exploitation de ses ressources naturelles, de développement socio-économique et de protection de l'environnement. Il faut tenir compte du caractère particulier de ce développement pour examiner la situation actuelle de la région, planifier la remise en état des paysages défigurés et élaborer des solutions aux conflits multiformes (et multiséculaires) engendrés par l'interaction entre la société et l'environnement.

Sur cette base générale d'histoire économique de l'Oural repose un ensemble de régions qui, du fait de leur diversité naturelle, possèdent des niveaux de développement variés:

- régions peu développées de l'Oural polaire, subpolaire et d'une partie de l'Oural septentrional: culture extensive mais morcelée, élevage du renne, pêche, sylviculture et industrie houillère;

- partie méridionale de l'Oural septentrional et Oural central: exploitation forestière intensive et d'agriculture suburbaine autour des villes industrielles (Ekaterinbourg, Perm) et dans les montagnes et contreforts de la région de Theliabinsk et de Bachkortostan;

- Oural méridional: élevage et culture intensifs uniformément pratiqués.

Comme nous l'avons déjà indiqué, les principales caractéristiques du développement économique de la région ouralienne conditionnaient jusqu'ici la stratégie de protection de l'environnement: sauvegarde des objets uniques, rares et, pour certains, typiques dans les territoires classés bénéficiant du statut de réserve nationale ou régionale, de sanctuaire, de monument naturel, ou de parc naturel (national). Ces zones forment un ensemble protégé et s'inscrivent dans les plans régionaux de développement conformément aux programmes territoriaux pour la conservation de la nature.

Territoires protégés

Oural polaire et subpolaire

On envisage de créer des réserves nationales dans les massifs montagneux de Rai-Iz, Poi-Er et autour du mont Narodnaïa (parc nation-

nal) afin de conserver les écosystèmes de forêt et de toundra. Le nombre de monuments naturels est limité.

Oural septentrional

Les réserves naturelles sont: la réserve naturelle de Petchora- Ilych (créée en 1930) située sur versant occidental; la réserve Malaïa Sosva (1980) qui se situe dans la région du cours moyen de l'Ob; Denejkin Kamen, Konjakovskiy Kamen; et la réserve de Vaguilskiy Tuman. Afin de conserver les écosystèmes de taïga, on a créé, ou prévu de créer, 30 réservoirs génétiques. Dans la partie transouralienne de l'Oural septentrional, on a recensé 50 monuments naturels (botaniques et hydrologiques).

Oural central et méridional

Les réserves nationales sont: la réserve de Visimskiy (Oural central, Ekaterinbourg), la réserve minéralogique d'Ilmenskiy (Oural méridional, Theliabinsk), la réserve de haute montagne de l'Oural méridional et celle de la Bachkirie.

De nombreux monuments naturels géologiques et botaniques (275 à la fin des années 80), dotés du statut de zone protégée régionale, et des réserves d'espèces de gibier intéressantes sont disséminés dans tout l'Oural central et méridional.

Toutes les activités visant à délimiter les zones spécialement protégées et à élaborer leur plan de développement sont supervisées par la Commission de protection de la nature dans le cadre de la section ouralienne de l'Académie des sciences de Russie et, depuis quelques années, par les comités régionaux du ministère russe de l'Environnement. Il faut souligner qu'il existe dans l'Oural un réseau développé d'instituts de recherche de l'Académie des sciences qui ont pour principaux axes de travail:

- l'exploitation optimale des ressources naturelles,
- la remise en état des paysages et de l'environnement,
- le classement et la protection des sites et monuments naturels.

Tourisme et environnement

L'Oural ne compte pas parmi les régions touristiques de premier plan de l'ex-URSS et de la Russie, comme celles du Caucase, du Pamir ou de l'Altaï. Néanmoins, les zones touristiques où l'on pratique la randonnée et le ski (dans le nord) sont traditionnellement prisées, notamment des habitants de la région ouralienne. Le tourisme nautique (canoë et radeau) est très répandu sur les fleuves Thousovaïa et Oural. Depuis quelques années, l'équitation dans les collines de l'Oural méridional attire les touristes. Toutefois, on ne saurait prétendre que le tourisme soit très développé dans l'Oural. Les problèmes du tourisme et de l'environne-

ment sont essentiellement de deux sortes. Les uns sont communs à toutes les anciennes zones minières développées (les Appalaches, par exemple): paysages dénaturés, pollution, dégradation des ressources. Les autres sont spécifiques à l'Oural qui, pendant près de 50 ans est resté une zone "fermée": information inexistante ou inaccessible sur l'état actuel de l'environnement, domination du complexe militaro-industriel dans la gestion des ressources, politique séculaire de colonisation des autochtones et des anciens émigrés de Russie.

Ce bilan assez sommaire de la situation de la région ouralienne met en lumière quelques grandes tâches à accomplir par les scientifiques et les décideurs:

- inventaire des ressources naturelles et nouvelle évaluation de l'état de l'environnement; en d'autres termes, "redécouverte" de la vaste contrée montagneuse sous l'angle de la géo-écologie et du développement durable;

- recherche de nouvelles stratégies de développement durable et d'un équilibre entre les territoires industriellement développés et les sites encore peu façonnés par l'homme;

- conservation et développement du réseau de zones spécialement protégées, pour constituer une sorte de cadre destiné à améliorer le sort des populations qui vivent et exercent leurs activités dans des régions industrielles (dans la situation de crise de l'ensemble de l'économie nationale, cette tâche apparaît extrêmement difficile);

- développement de nouveaux modèles de remise en état du territoire des nations autochtones et minoritaires de l'Oural compte tenu des formes traditionnelles d'interaction (et de coexistence) avec l'environnement et de la gestion des ressources.

Il faut souligner que des tâches similaires (avec divers aménagements) sont à accomplir aujourd'hui dans toutes les régions montagneuses de Russie. Mais, dans la situation de l'Oural - ligne de partage historique et géographique entre l'Europe et l'Asie - la recherche de solutions est un travail particulièrement vaste et complexe et une entreprise très difficile pour les scientifiques et les décideurs. ■

Y.P. Badenkov
Projet MAB 6
Staromonetny 29
Moscou 109 017
Fédération de Russie

La Vanoise

Trente ans d'une évolution positive

Aîné des 7 parcs nationaux français, diplômé par le Conseil de l'Europe, la Vanoise a tracé, depuis maintenant 30 ans, la voie de la protection de la nature en France.

Son emblème, le bouquetin des Alpes, attribué aux premiers jours de sa création, n'est pas le fruit du hasard, mais l'objet d'un véritable enjeu de protection de l'espèce. D'une soixantaine en 1963 l'effectif actuel atteint plus de 1000 individus. Ils parcourent le parc et son pendant en Italie, le Gran Paradiso qui, lui, fête ses 70 ans et les dix ans d'une coopération fructueuse avec la Vanoise.

Trente ans d'existence, cela représente aussi un parc accepté, quelquefois décrié, attaqué mais défendu, maintenant reconnu par une large majorité.

L'atout principal de la Vanoise est d'avoir su préserver, au cœur de son territoire, une nature quasi intacte et accessible par un réseau de sentiers régulièrement entretenus.

De plus, le parc affirme depuis quelques années une ferme volonté de renforcer les liens de coopération et de partenariat engagés avec les communes de la zone périphérique dans les domaines de l'environnement, du patrimoine, de l'agriculture et aussi de l'aménagement de l'espace.

La valorisation de la recherche scientifique trouve une large expression dans l'édition de cahiers techniques, dépliants et brochures, la réalisation de films et documents audiovisuels qui recueillent un écho favorable auprès d'un public très diversifié.

L'application de la réglementation reste une constante face à l'infraction notoire et au non respect du code de conduite à adopter dans un espace naturel protégé exceptionnel.

Pour célébrer cet anniversaire l'ensemble des parcs nationaux ont tenu colloque, les 5 et 6 juillet passés, à Chambéry, sur le thème de l'avenir des parcs. Un avenir qui, à l'aube du 21^e siècle, s'annonce immense. ■

M.-O. Guth
Directrice
Parc national de la Vanoise
BP 705
F-73007 Chambéry Cedex



E. Hüttenmoser



J. P. Ferbayre/La Vanoise



R. Humler

Au Conseil de l'Europe



Conférence paneuropéenne "Un environnement pour l'Europe"

Catherine Lalumière, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, s'est adressée à la Conférence ministérielle paneuropéenne "Un environnement pour l'Europe", qui s'est tenue à Lucerne du 28 au 30 avril 1993 et qui a été centrée sur la coopération et la solidarité Est-Ouest. Elle s'est félicitée du fait que tous les pays partenaires européens, les organisations intergouvernementales, les grands organismes financiers et les organisations non gouvernementales aient décidé de coordonner leurs actions en matière de lutte contre la dégradation de l'environnement à l'échelle du continent.

La contribution du Conseil de l'Europe était centrée sur la sauvegarde de la nature présentant quelques propositions d'action concrètes, telles que :

- un inventaire paneuropéen des zones protégées et de celles qui devraient l'être ;
- l'inventaire des moyens juridiques, administratifs... pour protéger la diversité biologique hors des parcs et réserves ;
- le développement de l'écotourisme.

Les participants ont entériné le rapport préparé par le Conseil de l'Europe sur ce sujet, et ont accueilli favorablement l'organisation de l'Année européenne de la conservation de la nature en 1995.

Les participants ont adopté une déclaration portant sur les questions suivantes : programme d'action pour l'environnement en Europe centrale et orientale, conservation de la diversité biologique, état de l'environnement en Europe, programme écologique pour l'Europe.

"Europe Bleue" touche à sa fin

La réflexion sur les problèmes de la gestion et la protection de la ressource en eau, lancée et animée par la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des pouvoirs locaux de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, entre dans sa dernière phase.

Lors de la conférence finale tenue à Berlin du 26 au 28 avril 1993, les conclusions des nombreux colloques organisés sur différents thèmes, ont été évaluées et une déclaration finale a été adoptée à l'issue de deux journées de travaux.

Ces conclusions, élaborées en concertation avec des représentants des quatre groupes cibles-partenaires qui ont participé à l'initiative (collectivités locales, acteurs économiques, scientifiques, ONG) ont été intégrées dans un rapport qui sera examiné par l'Assemblée Parlementaire lors de sa session d'automne dans le cadre d'un débat public consacré à cette question.

A l'issue de ce débat, l'Assemblée sera saisie d'un projet de recommandation par lequel sont formulées des propositions concrètes adressés au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe ainsi qu'aux Gouvernements membres.

Au Comité des Ministres il sera demandé de donner un suivi aux conclusions du programme d'activités qui rentrent dans les compétences du Conseil de l'Europe :

- développer des activités de formation, d'éducation et de sensibilisation en matière de gestion de la ressource en eau ;
- consacrer une attention particulière aux problèmes spécifiques du Bassin méditerranéen et des pays de l'Europe centrale et orientale ;
- encourager toutes les activités qui puissent aider les collectivités à mieux assurer la gestion de leurs ressources.

Aux Gouvernements membres on demandera d'encourager toutes les initiatives nationales, bilatérales ou multilatérales qui peuvent contribuer à assurer une meilleure gestion de l'eau. Dans cet esprit d'ailleurs, l'accent est mis sur l'apport précieux qui peut être donné par mes organisations intergouvernementales au niveau de la conception comme au niveau de la mise en oeuvre des politiques dans ce domaine.

Une convention de bioéthique pour 1994

Le Comité directeur pour la bioéthique (CDBI) élabore actuellement un projet de convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine.

Cette convention sera la première du genre. Elle répond à la vocation du Conseil de l'Europe de définir des principes et des règles de protection l'être humain. Nos sociétés se trouvent confrontées à un développement prodigieux de la science. Les applications de celle-ci à l'homme permettent de faire d'énormes progrès dans le domaine de la santé en même temps qu'un usage impropre de ces techniques peut mettre en danger la dignité humaine.

La convention contiendra une série de principes généraux et des règles concernant, par exemple, le libre consentement, la protection des handicapés, la non-commercialisation du corps humain, les manipulations génétiques, l'utilisation de tests génétiques... A la convention viendront s'ajouter des protocoles portant sur des sujets spécifiques. Deux protocoles sont actuellement en préparation: l'un sur la transplantation d'organes et l'autre sur la recherche médicale.

Le CDBI est composé d'experts nommés par les Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que par les observateurs (pays d'Europe centrale et orientale ainsi que la Communauté européenne, le Canada, les Etats-Unis et le Saint-Siège notamment). Il réunit des scientifiques, médecins, éthiciens, juristes et théologiens.

Pour préparer cette convention, le Comité s'appuie sur ses travaux antérieurs ainsi que sur les importantes Recommandations de l'Assemblée parlementaire (sur les manipulations génétiques, transplantation d'organes, utilisation d'embryons à des fins de recherche ou à usage commercial, etc). Il est prévu que la convention soit finalisée courant 1994. ■



Agences nationales du Centre

AUTRICHE
Dr Ernst ZANINI
Amt der Steiermärkischen Landesregierung
Rechtsabteilung 6
Naturschutz und Kulturverwaltung
Karmeliterplatz 2
A-8011 GRAZ
Fax 43-316 877 43 14

BELGIQUE
M. Jean RENAULT
Ministère de l'Agriculture
Administration de la Recherche Agronomique
Manhattan Center 7^e étage
Avenue du Boulevard 21
B-1210 BRUXELLES
Fax 32-2 211 75 53

BULGARIE
Mme Auréola IVANOVA
Division des Relations Internationales
Ministère de l'Environnement
67 rue V Poptomov
1000 Sofia
Fax 359-2 52 16 34

CHYPRE
Mr Antonis L. ANTONIOU
Environmental Service
Ministry of Agriculture and Natural Resources
CY-NICOSIA
Fax 357-2 44 51 56

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
Dr Bohumil KUČERA
Czech Institute for Nature Conservation
9 Slezska
120 20 PRAGUE 2
Fax 42 2 25 45 55

DANEMARK
Ms Lotte BARFOD
National Forest and Nature Agency
Ministry of the Environment
Haraldsgade 53
DK-2100 COPENHAGEN Ø
Fax 45-39 27 98 99

ESTONIE
Mr Kalju KUKK
Head of General Department
Ministry of the Environment
42 Toompuiestee
EE-0100 TALLINN
Fax 372-2 45 33 10

FINLANDE
Ms Leena KARHUNEN
Ministry of the Environment
Ratakatu 3
P O Box 399
SF-00121 HELSINKI
Fax 358-0 1991 499

FRANCE
Mme Sylvie PAU
Direction de la Nature et des Paysages
Ministère de l'Environnement
14 boulevard du Général Leclerc
F-92524 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX
Fax 33-1 40 81 99 53

ALLEMAGNE
Mrs Helga INDEN-HEINRICH
Deutscher Naturschutzring eV
Am Michaelshof 8-10
Postfach 20 04 25
D-5134 BONN
Fax 49-228 35 90 96

GRÈCE
Mr Donald MATTHEWS
Hellenic Society for Nature Protection
24 Nikis Street
GR-105 57 ATHENES

HONGRIE
Mrs Louise LAKOS
Department for International Co-operation
Ministry for Environment and Regional Policy
P O Box 351
H-1394 Budapest
Fax 36-1 201 28 46

ISLANDE
Mr Sigurdur Á. THRÁINSSON
Ministry for the Environment
Vonarstraeti 4
ISL-150 REYKJAVIK
Fax 354-1 62 45 66

IRLANDE
Mr Michael CANNY
National Parks and Wildlife Service
Office of Public Works
51 St Stephens Green
IRL-DUBLIN 2
Fax 353-1 66 20 283

ITALIE
Dr.ssa Elena MAMMONE
Ministère de l'Agriculture et des Forêts
Bureau des Relations Internationales
18 via XX Settembre
I-00187 ROME
Fax 39-6 48 84 394

LIECHTENSTEIN
Mr Wilfried MARXER-SCHÄDLER
Liechtensteinische Gesellschaft für Umweltschutz
Heiligkreuz 52
FL-9490 VADUZ
Fax 41-75 233 11 77

LITUANIE
Dr Mindaugas LAPELE
Lithuanian Environmental Protection Department
A Juozapaviciaus 9
232600 VILNIUS
Fax 370-2 35 80 20

LUXEMBOURG
M. Jean-Paul FELTGEN
Ministère de l'Environnement
Montée de la Pétrusse
L-2918 LUXEMBOURG
Fax 352-40 04 10

MALTE
Mr John GRECH
Head of Administration
Department of the Environment
M-FLORIANA
Fax 356-24 13 78

PAYS-BAS
Drs Peter W. BOS
Ministry of Agriculture, Nature Management
and Fisheries
Department for Nature, Forests, Landscape and Wildlife
PO Box 20401
NL-2500 EK's-GRAVENHAGE
Fax 31-70 379 82 28

NORVÈGE
Ms Sylvi OFSTAD
Ministry of Environment
Myntgaten 2
PO Box 8013 DEP
N-0030 OSLO
Fax 47-22 34 95 60

POLOGNE
Mr Marcin HERBST
Krajowe Centrum Edukacji Ekologicznej
ul. Dubois 9
PL-00 182 VARSOVIE
Fax 48-2 635 00 20

PORTUGAL
Ministerio do Ambiente e Recursos Naturais
51 rua de O Seculo
P-1200 LISBONNE

SAINT MARIN
Mme Antonietta BONELLI
Département des Affaires Etrangères
Contrada Omerelli
Palazzo Begni
Via Giacomini
47031-SAN MARINO

SLOVAQUIE
En cours de nomination

SLOVÉNIE
Dr Jorg HODALIČ
Environment Protection and Water Regime Agency
Vojkova 1a
61000 LJUBLJANA
Fax 386 1 125 263

ESPAGNE
Mme Carmen CASAL FORNOS
Dirección General de Política Ambiental
Ministerio de Obras Pùblicas y Transportes
Paseo de la Castellana 67
E-28071 MADRID
Fax 34-1 554 62 77

SUÈDE
Mr Ingvar BINGMAN
Swedish Environment Protection Agency
Smidesvägen 5
PO Box 1302
S-171 85 SOLNA
Fax 46-8 98 45 13

SUISSE
M. Jürg KÄNZIG
Ligue suisse pour la protection de la nature
Wartenbergstrasse 22
CH-4052 BALE
Fax 41-61 312 74 47

TURQUIE
Mr Hasan ASMAZ
Turkish Association for the Conservation of Nature
and Natural Resources
Menekse sokak 29/4
TR-06440 KIZILAY-ANKARA
Fax 90-4 417 95 52

ROYAUME-UNI
Mr M. W. HENCHMAN
English Nature
Northminster House
GB-PETERBOROUGH PE1 1UA
Fax 44-733 68 834

Tout renseignement concernant Naturopa, le Centre Naturopa ou le Conseil de l'Europe peut être fourni sur demande adressée au Centre ou aux Agences nationales respectives dont la liste figure ci-dessus.

